

CASNOS

**Lancement prochain
d'un nouveau service
numérique**

P 16

AVEC LA PARTICIPATION DE 850 EXPOSANTS

SIPSA Filaha 2026 s'ouvre aujourd'hui à Alger

La 24^e édition du Salon international de l'agriculture, de l'élevage et de l'agro-industrie, SIPSA Filaha & Agrofood 2026, s'ouvre aujourd'hui au Palais des expositions des Pins maritimes (SAFEX) à Alger. Cette édition réunira 850 exposants sur une superficie de 45 000 m², représentant 39 nationalités et 247 marques internationales, avec près de 40 000 visiteurs professionnels attendus. Organisé du 18 au 21 mai, l'événement ambitionne de positionner l'agriculture algérienne dans une dynamique continentale durable. P 3

SALON SITEV 2026

**Plus de 450
exposants attendus
à Alger**

La 25^{ème} édition du Salon international du tourisme et des voyages (SITEV 2026) ouvrira ses portes aujourd'hui au Palais des expositions des Pins maritimes (SAFEX) à Alger, avec le Tchad comme invité d'honneur. Placée sous le slogan « Algérie, Tourisme authentique et développement durable », cette édition s'annonce exceptionnelle par l'ampleur de la participation nationale et internationale enregistrée. P 2

PRODUCTION
HALIEUTIQUE

**L'Algérie vise
20 000 tonnes
d'ici 2027**

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche maritime, Yacine El Mahdi Oualid, a indiqué que la production aquacole nationale a connu une progression remarquable durant l'année en cours, passant de 7 000 tonnes à 14 000 tonnes, soit une hausse de 100 % par rapport à l'année précédente. Selon M. Oualid, cette croissance devrait se poursuivre dans les prochaines années avec un objectif fixé à 20 000 tonnes à l'horizon 2027. P 5

**PORT DE DJEN DJEN
Mise en service de
quatre nouveaux
quais dédiés à
l'exportation**

L'Entreprise portuaire de Djen Djen a annoncé l'ouverture officielle et la mise en service de quatre nouveaux quais stratégiques regroupés sous l'appellation « Quais Algérie », destinés à renforcer les capacités opérationnelles et logistiques du port de Djen Djen, dans la wilaya de Jijel. P 2



Dr AMINE
BENSEMMANE,
PRÉSIDENT DU
SALON SIPSA
FILAHA

**«SIPSA FILAHA 2026
porte une ambition
nationale et africaine
pour l'agriculture»**



Publicité

SIPSA[®]
FILAHA
AGROFOOD

24^{ème}
édition

SOUS LE PATRONAGE DE MONSIEUR
LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DÉVELOPPEMENT RURAL
ET DE LA PÊCHE

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE

18 > 21 MAI 2026

PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE

Afrika
Food Export

DJAZAUA

CASNOS
Lancement
prochain d'un
nouveau
service
numérique

La Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS) a annoncé, dimanche dans un communiqué, le lancement prochain de nouvelles facilitations numériques au profit de ses affiliés, leur permettant de bénéficier de services administratifs à distance. La Caisse a précisé que ces nouvelles facilitations permettront à ses affiliés de bénéficier de services administratifs à distance "en toute simplicité et sécurité, sans avoir à se déplacer vers les agences". Parmi les principaux services proposés, figure "le prélèvement automatique pour le paiement des cotisations", constituant "une nouvelle étape vers une gestion numérique moderne et un service public plus efficace".

APS

SALON SITEV 2026

Plus de 450 exposants attendus à Alger

La 25ème édition du Salon international du tourisme et des voyages (SITEV 2026) ouvrira ses portes aujourd'hui au Palais des expositions des Pins maritimes (SAFEX) à Alger, avec le Tchad comme invité d'honneur. Placée sous le slogan « Algérie, Tourisme authentique et développement durable », cette édition s'annonce exceptionnelle par l'ampleur de la participation nationale et internationale enregistrée.

Par S. R.

Prévu du 18 au 21 mai, le salon réunira plus de 450 exposants nationaux et internationaux représentant 42 pays, ainsi que plusieurs organisations internationales et près de 50 start-ups spécialisées dans les technologies appliquées au tourisme. Pour les organisateurs, cette forte participation traduit l'intérêt croissant porté à la destination Algérie et la dynamique engagée pour faire du tourisme un véritable levier économique. Le commissaire du Salon, Djaffar Bouslimani, a souligné que cette édition reflète la volonté des pouvoirs publics de promouvoir un modèle touristique fondé sur l'authenticité et le respect des spécificités culturelles locales. « Le slogan du SITEV traduit la volonté de donner au tourisme algérien un cachet particulier empreint d'authenticité et de respect de la culture locale et du patrimoine », a-t-il indiqué lors de son intervention sur la « Chaîne III » de la Radio nationale. Mettant en garde contre les dérives du tourisme de masse, il a estimé que l'Algérie devait préserver son identité culturelle et environnementale. « Nous avons vu ce qu'est devenu le

tourisme dans certains pays : un tourisme de masse qui ne respecte ni les cultures ni les traditions », a-t-il affirmé, précisant que le modèle touristique recherché en Algérie repose également sur le respect de la nature et une consommation énergétique responsable. Le SITEV ambitionne également d'attirer davantage de visiteurs étrangers. Djaffar Bouslimani a reconnu que les professionnels du secteur sont appelés à améliorer davantage la qualité des prestations proposées afin de répondre aux attentes des touristes algériens et étrangers. « Cela nous pousse à nous remettre en cause en termes de qualité de service et de prestations », a-t-il déclaré. De son côté, Naima Hadjam, conseillère au ministère du Tourisme et de l'Artisanat, a affirmé que cette manifestation constitue « une plateforme majeure de promotion de la destination Algérie » et reflète « la volonté politique de faire du tourisme un pilier essentiel de l'économie nationale tout en préservant l'authenticité du pays et les principes du développement durable ». Elle a souligné, sur les ondes de la « Chaîne I » de la Radio nationale, que la participation de plus de 41 pays issus de différents continents

confirme « la place croissante qu'occupe l'Algérie en tant que destination touristique prometteuse ». Selon elle, les nouvelles mesures prises par les autorités, notamment la facilitation des visas à l'arrivée et les incitations à l'investissement touristique, contribuent à renforcer l'attractivité du pays auprès des visiteurs étrangers. La conseillère a également mis en avant l'intérêt grandissant des touristes étrangers pour la destination Algérie au cours des deux dernières années, notamment grâce à la promotion numérique et aux réseaux sociaux. Elle a indiqué que les autorités travaillent actuellement au développement de nouveaux circuits touristiques, à l'amélioration de la qualité des services et au renforcement de la formation des ressources humaines dans le secteur. Naima Hadjam a par ailleurs évoqué l'essor du tourisme religieux, notamment autour du parcours de Saint Augustin, qui suscite un intérêt croissant dans plusieurs pays à majorité chrétienne. Elle a également relevé l'engouement des visiteurs étrangers pour les spécificités culturelles des différentes régions algériennes, citant Oran parmi les destinations touristiques les plus attractives actuellement.

ALGÉRIE-ITALIE-ÉNERGIE-HYDROCARBURES-FORUM

Participation de l'Algérie au Forum international méditerranéen «Vers le Sud» en Italie

Le secrétaire général du ministère des Hydrocarbures, Miloud Medjled, a pris part aux travaux du Forum international méditerranéen "Vers le Sud", tenu les 15 et 16 mai à Sorrente (Italie), où il a présenté la vision de l'Algérie pour renforcer la coopération régionale et internationale dans le domaine des hydrocarbures, a indiqué, samedi, un communiqué du ministère. A cette occasion, M. Medjled a prononcé une allocution au nom du ministre

d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, dans laquelle il a réaffirmé l'engagement de l'Algérie à poursuivre le développement du secteur des hydrocarbures selon un approche équilibrée, conciliant sécurité énergétique, encouragement de l'investissement, et réduction de l'empreinte carbone, avec un accent particulier mis sur les projets de réduction des émissions de méthane. Il a également évoqué les réformes initiées par l'Algérie pour améliorer le

climat d'investissement dans ce secteur, notamment à travers le cadre organisant l'activité des hydrocarbures, outre le lancement récent de l'appel à concurrence "Algeria Bid Round 2026", destiné à renforcer les partenariats internationaux. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la vision stratégique de l'Etat pour le renforcement de l'attractivité du secteur des hydrocarbures, et la valorisation des ressources nationales, à même de conforter la position de l'Algérie

comme destination fiable de l'investissement énergétique. En marge des travaux du forum, M. Medjled s'est entretenu avec le DG de la société italienne Edison, Nicola Monti, avec lequel il a échangé les points de vue sur l'état et les perspectives de coopération entre Sonatrach et Edison dans l'industrie pétrolière et gazière, notamment dans les domaines du gaz naturel et de l'énergie, ainsi que les moyens de renforcer la coopération et le partenariat

bilatéral au service des intérêts communs, selon la même source. La participation de l'Algérie à cette manifestation s'inscrit dans le cadre de ses efforts visant à consolider le dialogue et la coopération avec ses partenaires dans l'espace euro-méditerranéen, afin de promouvoir le développement commun et de renforcer la sécurité et la stabilité énergétiques, précise le communiqué du ministère.

APS

PORT DE DJEN DJEN

Mise en service de quatre nouveaux quais dédiés à l'exportation

Synthèse Z.R.

L'Entreprise portuaire de Djen Djen a annoncé l'ouverture officielle et la mise en service de quatre nouveaux quais stratégiques regroupés sous l'appellation « Quais Algérie », destinés à renforcer les capacités opérationnelles et logistiques du port de Djen Djen, dans la wilaya de Jijel. Il s'agit des quais « Algérie 1 », « Algérie 2 » et « Algérie 3 », exclusivement consacrés aux opérations d'exportation, ainsi que du quai « Algérie 4 », conçu comme une infrastructure polyvalente capable de traiter plusieurs types d'activités portuaires. Selon un communiqué de l'entreprise, chacun des quatre quais dispose d'une longueur de 200 mètres et d'un ti-

rant d'eau de -17 mètres, portant ainsi la capacité totale intégrée à 800 mètres linéaires de quais. L'entreprise portuaire a précisé, dans un communiqué, que les trois premiers quais seront entièrement dédiés à l'exportation de produits stratégiques pour l'économie nationale, notamment le clinker, le ciment ainsi que les produits sidérurgiques et métallurgiques issus de la dynamique industrielle que connaît la région de Jijel et les wilayas avoisinantes. Ces infrastructures permettront également le traitement de diverses marchandises destinées aux marchés internationaux, qu'il s'agisse de produits en vrac ou conditionnés, selon les besoins des opérateurs économiques. À travers cette nouvelle spécialisa-

tion, le port de Djen Djen entend soutenir les orientations des pouvoirs publics visant à promouvoir les exportations hors hydrocarbures et à renforcer la présence des produits algériens sur les marchés africains, méditerranéens et du Golfe. L'Entreprise portuaire de Djen Djen a souligné, par ailleurs, que le quai « Algérie 4 » représente une valeur ajoutée importante pour le système portuaire national grâce à sa vocation polyvalente. Cette infrastructure est destinée à prendre en charge différentes opérations portuaires, notamment l'importation, l'exportation, le transbordement et l'avitaillement des navires, offrant ainsi une plus grande flexibilité dans la gestion des flux commerciaux et logistiques. Grâce à ces nou-

velles installations, le port ambitionne d'améliorer davantage sa compétitivité et sa capacité d'adaptation aux exigences croissantes du commerce maritime international. Dans son communiqué, l'entreprise a invité les opérateurs économiques, les exportateurs ainsi que les compagnies de navigation maritime à se rapprocher de ses services commerciaux afin d'examiner les modalités d'accès aux nouveaux quais et de programmer leurs opérations maritimes. L'Entreprise portuaire de Djen Djen a également affirmé son engagement à garantir des prestations conformes aux standards internationaux en matière de sécurité portuaire, de qualité de service et d'efficacité opérationnelle.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»

Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

AVEC LA PARTICIPATION DE 850 EXPOSANTS

SIPSA Filaha 2026 s'ouvre aujourd'hui à Alger

La 24^{ème} édition du Salon international de l'agriculture, de l'élevage et de l'agro-industrie, SIPSA Filaha & Agrofood 2026, s'ouvre aujourd'hui au Palais des expositions des Pins maritimes (SAFEX) à Alger. Cette édition réunira 850 exposants sur une superficie de 45 000 m², représentant 39 nationalités et 247 marques internationales, avec près de 40 000 visiteurs professionnels attendus. Organisé du 18 au 21 mai, l'événement ambitionne de positionner l'agriculture algérienne dans une dynamique continentale durable.

Par Selma R.

Placée sous le patronage du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El Mahdi Oualid, et le parrainage du ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, cette nouvelle édition du SIPSA Filaha, accompagnée du SIPSA Afrika Food Export et du SIPSA DJAZAQUA, réunira des acteurs majeurs de l'agriculture, de l'agro-industrie, de l'élevage, de la pêche, de l'aquaculture, de la mécanisation et des technologies appliquées au secteur agricole. Les organisateurs présentent ce rendez-vous comme un espace stratégique d'échanges et de coopération destiné à renforcer la souveraineté alimentaire et à accélérer la modernisation des filières agricoles. Le Niger figure parmi les invités d'honneur de cette édition, aux côtés de la Mauritanie et de l'Égypte. Selon les organisateurs, ce choix traduit une volonté de consolider les complémentarités régionales, notamment dans les domaines de l'élevage, des échanges sanitaires et de la production agricole sahélo-saharienne. La présence de plusieurs pavillons internationaux, notamment ceux de la Hongrie, de la Chine, de l'Italie, de la Turquie et du Sénégal, illustre également l'ouverture du

salon sur les partenariats internationaux et africains.

Le programme prévoit plusieurs forums et rencontres spécialisés consacrés aux grands défis de l'agriculture moderne. Le Focus Élevage, prévu le 19 mai, sera consacré aux filières ovine, bovine, caprine, cameline et avicole, avec des panels dédiés aux aspects économiques, techniques et territoriaux du secteur. Les débats porteront également sur les corridors sanitaires transfrontaliers et le développement de la filière laitière dans le Sahara. Le Forum international DJAZAQUA, prévu le 20 mai, abordera les enjeux liés à l'aquaculture, à la modernisation de la pêche et à l'entrepreneuriat aquacole, tandis que le Forum FIMAG mettra l'accent sur la mécanisation agricole, la transformation numérique et l'utilisation des technologies satellitaires dans l'optimisation des exploitations. Une place importante sera accordée à l'innovation et aux start-up agricoles à travers le Village Start-up installé au Pavillon Palestine. Les visiteurs pourront découvrir des solutions de traçabilité, des systèmes d'irrigation intelligents et des plateformes numériques destinées à améliorer la productivité et la gestion des exploitations agricoles.

Le salon accueillera également le Forum Afrika Food Export, consacré aux méca-

nismes d'accompagnement des exportations agricoles, aux assurances à l'export et à la valorisation des produits agroalimentaires algériens sur les marchés africains. Les organisateurs misent sur ce rendez-vous pour favoriser les partenariats entre opérateurs algériens et africains dans les domaines des intrants, des équipements et de la transformation agroalimentaire. En marge de la manifestation, des conférences et communications seront animées par des experts autour de la modernisation des systèmes de production, du machinisme agricole, du développement des filières d'élevage, de l'aquaculture et de l'intégration des nouvelles technologies, notamment l'intelligence artificielle et les solutions digitales.

La cérémonie de clôture, prévue le 21 mai, sera marquée par la remise des SIPSA Awards, des trophées OLEOMED dédiés à l'huile d'olive, ainsi que par la signature de plusieurs conventions de coopération et d'investissement. Les organisateurs ont d'ores et déjà donné rendez-vous aux participants pour la 25^{ème} édition, prévue du 31 mai au 3 juin 2027, sous le slogan : « 25 ans d'excellence agricole : l'Algérie au cœur des dynamiques africaines ».

AÏD EL-ADHA 2026/ COLLECTE DES PEaux DE MOUTONS SACRIFIÉS Le ministère de l'Industrie lance une campagne nationale

Le ministère de l'Industrie a lancé, avant-hier, la campagne nationale de collecte des peaux de moutons sacrifiés durant l'Aïd El-Adha 1447/2026, visant à valoriser cette matière en la transformant en ressource économique, contribuant ainsi à soutenir la production nationale tout en protégeant l'environnement.

Le coup d'envoi de cette campagne a été donné depuis la wilaya de Boumerdes, sous la supervision du secrétaire général du ministère de l'Industrie, Kheireddine Benaïssa, en présence des directeurs de l'industrie des wilayas et des représentants des départements ministériels concernés.

Dans une allocution lue en son nom par le secrétaire général du ministère, le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a mis en avant l'importance de cette campagne inscrite dans le cadre des efforts du secteur visant à valoriser la production nationale et à promouvoir l'investissement dans les filières industrielles, appelant à intensifier le travail participatif entre les différents intervenants pour mener à bien cette opération.

Il a également salué les efforts consentis par la Commission nationale multisectorielle chargée de l'encadrement et du suivi de cette campagne, indiquant que son travail se poursuivra après l'Aïd El-Adha, afin d'élaborer des rapports d'évaluation complets sur les résultats de la campagne.

Il en outre indiqué que l'évaluation des campagnes organisées durant les six dernières années a révélé une évolution positive du nombre de peaux exploitables au niveau des tanneries et une amélioration progressive de l'implication des citoyens, ce qui témoigne d'une prise de conscience croissante de l'importance de la valorisation de cette matière première et de l'ancrage de la culture de récupération et d'exploitation des ressources locales.

R. E.

DR AMINE BENSEMMANE, PRÉSIDENT DU SALON SIPSA FILAHA ET DE LA FONDATION GRFI FILAHA INNOV

«SIPSA FILAHA 2026 porte une ambition nationale et africaine pour l'agriculture»

Par Z. R.

Le président du salon SIPSA FILAHA, Dr Amine Bensemmane, a affirmé que la 24^e édition de SIPSA-Filaha & Afrika Food Export, placée sous le haut patronage du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, « s'ouvre dans un contexte décisif pour l'avenir de notre agriculture, de notre élevage et, plus largement, de notre souveraineté alimentaire ». D'ailleurs, cette nouvelle édition est placée sous le thème : « Moderniser l'agriculture, renforcer la souveraineté alimentaire, projeter l'avenir ».

Cet événement majeur, devenu au fil des années une véritable institution, dira-t-il, « s'inscrit pleinement dans les orientations stratégiques de l'État algérien, à savoir : moderniser en profondeur le secteur agricole, créer de la valeur sur tout le territoire, et faire de l'Algérie un acteur agroalimentaire et halieutique influent à l'échelle régionale et continentale ».

Placée sous le signe de la modernisation de l'agriculture et de l'élevage, le président également de la fondation GRFI Filaha Innov a souligné que « cette édition mettra l'accent sur le machinisme agricole qui est

un levier essentiel pour accroître la productivité, mieux valoriser nos ressources naturelles et accompagner la transition vers une agriculture durable, résiliente et compétitive ». À travers le forum FIMAG, dédié au machinisme et aux équipements agricoles, c'est toute la chaîne de la performance agricole qui est interrogée : mécanisation raisonnée, technologies embarquées, efficacité énergétique, adaptation aux contraintes climatiques et géographiques de notre pays.

Conscients que la transformation de l'agriculture algérienne passe aussi par l'audace, la créativité et l'engagement de la jeunesse, ajoute-t-il, cette 24^e édition verra le lancement d'un village start-up, entièrement dédié aux projets innovants dans les domaines de l'AgriTech, de la FoodTech et de l'Aquatech.

« Ce choix n'est pas anodin : il traduit une volonté politique forte de soutenir l'émergence d'un écosystème national de l'innovation agricole et agroalimentaire, capable de proposer des solutions technologiques au service de la production, de la qualité, de la traçabilité et de la sécurité alimentaire », souligne Dr Amine Bensemmane. L'innovation sera également à l'honneur de

cette 24^e édition, à travers le 6^e Concours de l'Innovation, couronné par le trophée Sid Ahmed Ferroukhi, qui récompense les initiatives les plus prometteuses et les plus exemplaires. Parallèlement, ajoute-t-il, le 2^e Concours OLEOMED mettra en lumière l'oléiculture nationale et offrira un espace de dégustation des huiles d'olive extra-vierges algériennes.

Par ailleurs, cette édition se distingue par la présence d'invités de marque, notamment l'Égypte, le Niger et la Mauritanie, témoignant de la dimension africaine et méditerranéenne que prend désormais SIPSA-Filaha & Afrika Food Export. « En accueillant des partenaires stratégiques du continent, l'Algérie réaffirme sa vocation de plateforme régionale d'échanges, de coopération et de co-investissement dans l'agriculture, l'agroalimentaire et les filières connexes.

Le secteur halieutique, en plein essor, trouvera également toute sa place à travers les forums DJAZAQUA, consacrés aux perspectives de l'aquaculture et des ressources marines, pierre angulaire de la diversification de notre économie bleue et de la consolidation de notre sécurité alimentaire », affirme Dr Bensemmane.

Un focus particulier sera, par ailleurs, mis sur l'élevage : viandes rouges, lait et aviculture.

Ces filières stratégiques sont au cœur des préoccupations de l'État, qui œuvre à réduire la dépendance aux importations, à renforcer l'organisation des chaînes de valeur, et à soutenir les éleveurs dans leur montée en compétences, en équipements et en capacités de transformation.

« En les plaçant au centre des débats de cette édition, SIPSA-Filaha accompagne les priorités nationales, protéger le pouvoir d'achat des citoyens, stabiliser les marchés, promouvoir une production locale compétitive et de qualité, et encourager l'investissement productif », affirme-t-il. Pour l'organisateur de ce rendez-vous incontournable de l'agriculture, « SIPSA FILAHA & AFRIKA FOOD EXPORT 2026 n'est pas seulement un salon ; c'est la vitrine d'une ambition nationale et africaine, et le reflet d'une volonté politique claire : faire de l'agriculture, de l'élevage, de l'agroalimentaire et du secteur halieutique des piliers de la diversification économique de l'Algérie, au service de son indépendance, de sa prospérité et de son rayonnement régional », a conclu Dr Bensemmane.

COOPÉRATION
**La ministre du
Tourisme et de
l'Artisanat reçoit
son homologue
tchadien**

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a reçu, samedi, une délégation officielle de haut niveau de la République du Tchad, conduite par le ministre du Développement touristique, de la Culture et de l'Artisanat, M. Abakar Rozzi Tequil, indique un communiqué du ministère.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la participation du Tchad, en tant qu'invité d'honneur, au Salon international du tourisme et des voyages (SITEV), précise le communiqué, soulignant que cette participation "reflète la profondeur des liens de fraternité et de coopération entre les deux pays et traduit la volonté commune de renforcer le partenariat et l'échange d'expertises dans les domaines du développement touristique et de la promotion de l'artisanat".

Cette rencontre a permis aux deux parties d'examiner les voies d'élargissement des perspectives de coopération bilatérale, notamment dans les domaines de la promotion touristique, de la formation et de la valorisation du patrimoine artisanal, au service du développement touristique durable et du renforcement des perspectives d'intégration entre les deux pays", ajoute le communiqué.

Cette rencontre s'est déroulée en présence de l'ambassadeur de la République du Tchad auprès de l'Algérie, M. Moukhtar Wawa Dahab, accompagné de plusieurs cadres supérieurs et de représentants d'instances et d'entreprises opérant dans les domaines du tourisme, de la culture et de l'artisanat.

À BORD D'UN AVION-CARGO
**Arrivée d'un lot de moutons importés
de Hongrie à l'aéroport de Constantine**

Un lot de 400 têtes de moutons importés de Hongrie est arrivé, dimanche, à l'aéroport international Mohamed-Boudiaf de Constantine, à bord d'un avion-cargo, dans le cadre de l'opération d'importation des moutons en prévision de l'Aïd El-Adha.

Dans une déclaration à la presse, le Directeur des services agricoles (DSA) de la wilaya, Baddredine Kherchi, a indiqué que cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et conformément aux orientations du minist-

ère de tutelle. Le même responsable a précisé que ce lot constitue "la première cargaison de moutons importés de Hongrie", ajoutant qu'un dispositif de transport aérien a été mobilisé à cet effet depuis samedi et se poursuivra jusqu'à mardi.

Il a également souligné que le recours au transport aérien vise à "accélérer l'opération de réception des moutons destinés au sacrifice, de manière à permettre leur distribution dans les délais fixés et à assurer l'approvisionnement du marché en temps opportun".

Le même responsable a ajouté que l'ensemble

des lots devant arriver à l'aéroport international de Constantine seront soumis à une quarantaine sanitaire sous la supervision de médecins vétérinaires, et ce conformément au protocole sanitaire en vigueur, avant leur acheminement vers les points de vente.

Selon la même source, l'opération d'importation des bêtes sacrificielles de l'Aïd El-Adha se poursuivra au cours des prochains jours par la réception d'autres cargaisons, lesquelles seront orientées, selon le programme arrêté, vers les centres dédiés à cet effet à travers plusieurs wilayas.

R E.

ALGÉRIE-HONGRIE

**Examen du renforcement du partenariat dans l'industrie
pharmaceutique et la recherche clinique**

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a examiné, dimanche à Alger, avec l'ambassadeur de la République de Hongrie auprès de l'Algérie, Gabor Levente Szarka, les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, notamment en matière de recherche, de développe-

ment, et des essais cliniques, indique un communiqué du ministère.

Cette rencontre, tenue au siège du ministère, a été l'occasion de passer en revue les possibilités de partenariat entre les deux pays dans les différentes branches de l'industrie pharmaceutique, en se focalisant sur les domaines de la recherche scientifique et des essais cliniques qui

connaissent un développement notable en Hongrie, précise la même source. Les deux parties ont également abordé les perspectives d'échange d'expertises et de connaissances techniques en vue de soutenir et de développer la production pharmaceutique en Algérie, et de renforcer les capacités sanitaires nationales, selon le communiqué. A

cette occasion, les deux parties ont souligné l'importance d'encourager les échanges et d'établir des relations de coopération entre les opérateurs économiques algériens et leurs homologues hongrois, à même d'ouvrir de nouvelles perspectives d'investissement et de partenariat, au service des intérêts des deux pays.

R E.

TRUST

L'insulinothérapie, en toute confiance

Portée par Novo Nordisk Algérie et organisée avec le parrainage de la Société Algérienne de Diabétologie (SADIAB), le programme TRUST s'inscrit dans une démarche visant à renforcer la qualité de la prise en charge du diabète, et à soutenir la maîtrise de l'insulinothérapie dans la pratique quotidienne des médecins généralistes, au bénéfice des personnes vivant avec un diabète en Algérie. TRUST est un programme de formation médicale continue (FMC) consacré à l'insulinothérapie. Il s'adresse aux médecins généralistes exerçant notamment dans le secteur public, au sein des structures de santé de proximité

et dans le secteur privé, en particulier en dehors des grands centres urbains, notamment en zones rurales.

Le programme TRUST se compose d'ateliers de cas cliniques pratiques, ainsi que d'une immersion au sein de services spécialisés. Une journée entière sera dédiée à des ateliers interactifs axés sur l'analyse et la discussion de cas cliniques, élaborés par des experts. Ces cas aborderont différents profils de patients vivant avec un diabète et permettront aux participants : « D'échanger autour de situations concrètes rencontrées en pratique ; d'actualiser et de consolider les bonnes pratiques

et de renforcer leur compréhension des schémas thérapeutiques, afin de mieux les adapter aux besoins des patients ». Cette approche novatrice, favorise un apprentissage collaboratif, directement transposable en consultation, au bénéfice des patients vivant avec un diabète en Algérie. À travers le programme TRUST, Novo Nordisk Algérie réaffirme l'importance de la formation médicale continue comme levier essentiel pour améliorer la qualité, l'efficacité et la sécurité de la prise en charge du patient diabétique, notamment en matière d'insulinothérapie.

BOUMERDES

**Ouverture du Salon national des produits
de confiserie, biscuiterie et chocolat**

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a présidé, samedi à Boumerdes, l'ouverture de la 1ère édition du Salon national des produits de confiserie, biscuiterie et chocolat. Dans une déclaration à la presse à cette occasion, le ministre a estimé que cette manifestation, organisée sous le slogan "Des perspectives prometteuses pour l'exportation" et réunissant 71 exposants de différentes wilayas du pays, constitue "un maillon de communication entre les différents opérateurs économiques" ainsi qu'"une op-

portunité propice au rapprochement entre les entreprises participantes afin d'échanger expériences et expertises", et ce dans le but de "relever le taux d'intégration et, par conséquent, réduire le volume des matières premières importées". Il a affirmé, à ce propos, que les produits actuellement disponibles sur le marché national sont "majoritairement de fabrication nationale", ajoutant que "presque toutes les marques produites dans ce domaine disposent de marchés extérieurs", tout en répondant aux besoins locaux.

R E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTÉRIEUR
ET DE LA RÉGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 14 ماي 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 14 Mai 2026

Produits	Prix du détail ¹			المنتجات	
	أسعار التجزئة ¹				
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	59	69	50	البطاطا
	Tomate	87	101	74	الطماطم
	Oignon sec	90	99	80	البصل الجاف
	Ail sec	695	805	585	الثوم الجاف
	Ail vert	190	215	165	الثوم الأخضر
	Carotte	105	118	92	الجزر
	Navet	109	121	97	اللفت
	Petit pois	184	206	163	الجلبانة
	Fève verte	74	84	64	الفول الأخضر
	Courgette	139	155	123	الكوسة
Fruits frais	Haricot vert	306	337	275	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	103	117	89	الخس
	Orange	288	341	234	البرتقال
	Citron	240	269	212	الليمون
	Pomme locale	499	601	398	التفاح المحلي
Produits d'origine animale	Datte	490	619	361	التمر
	Banane	460	476	444	الموز
	Viande bovine locale	1997	2154	1841	لحم البقر المحلي
Produits d'origine animale	Poulet de chair	387	400	375	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	18	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Culture	Vir %	Écart Mensuel %	Écart Annuel %	Per	Reed Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,30	NC	0,00	0,04	-11,48	8,09	10,14	0	0,00
BANQUE DE DÉVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1.358,30	1390,00	0,07	0,25	-1,70	3,00	5,58	28500	39.871.500,00
BIOPHARM	BIO	2.504,30	2505,00	0,00	0,06	1,15	8,88	8,58	500	1.253.000,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2.090,30	2090,00	0,00	0,40	-4,93	3,87	5,58	48000	94.050.000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,30	NC	0,00	0,00	-4,96	4,55	-	0	0,00
SANDAL	SAI	445,30	NC	0,00	1,30	8,71	4,21	4,72	0	0,00

PRODUCTION HALIEUTIQUE

L'Algérie vise 20 000 tonnes d'ici 2027

La wilaya de Chlef a accueilli, samedi, une importante visite de travail du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche maritime, Yacine El Mahdi Oualid, marquée par le lancement officiel de la campagne nationale de pêche au thon rouge pour l'année 2026 et l'ouverture de la saison d'aquaculture en cages flottantes.

Par Réda Hadi

Cette visite a également été l'occasion d'inaugurer de nouvelles infrastructures dédiées à l'investissement aquacole, dans une dynamique visant à renforcer la sécurité alimentaire et la diversification économique du pays. La première étape de la visite ministérielle s'est déroulée au port de Beni Haoua, où le ministre a inspecté plusieurs projets spécialisés dans l'aquaculture marine. Sur place, il a pris connaissance des capacités de production développées dans cette région côtière qui connaît, ces dernières années, une forte croissance dans le domaine de l'élevage de poissons. Les responsables locaux ont présenté les différentes installations consacrées à l'élevage de la dorade royale et du loup de mer, deux espèces devenues particulièrement prisées sur le marché national. Grâce aux investissements engagés et à l'accompagnement technique des autorités publiques, la wilaya de Chlef s'impose progressivement comme un véritable pôle national de production aquacole. Le ministre a salué cette dynamique, estimant que les projets déjà opérationnels, conjugués à ceux qui entreront prochainement en activité, permettront de renforcer considérablement la production nationale de poisson. Il a rappelé que la production aquacole nationale a connu une progression remarquable durant l'année en cours, passant de 7 000 tonnes à 14 000 tonnes, soit une hausse de 100 % par rapport à l'année précédente. Selon M. Oualid, cette croissance devrait se poursuivre dans les prochaines années avec un objectif fixé à 20 000 tonnes à l'horizon 2027. Une évolution qui devrait contribuer à améliorer l'approvisionnement des marchés nationaux en produits halieutiques, tout en participant à la stabilisation des prix et à l'amélioration du pouvoir d'achat des consommateurs.



La deuxième étape de la visite a conduit la délégation ministérielle au port de Ténès, où a été donné le signal officiel du lancement de la campagne nationale de pêche au thon rouge pour la saison 2026. Cette campagne, qui se déroulera du 19 mai au 1er juillet, mobilisera 41 navires spécialisés dans la pêche au thon rouge, dont sept embarcations construites localement. L'un de ces navires a d'ailleurs été inauguré à cette occasion, illustrant les avancées enregistrées dans le domaine de la construction navale nationale et la volonté des autorités de promouvoir l'intégration industrielle dans le secteur maritime. La saison 2026 revêt une importance particulière pour la filière halieutique algérienne. Elle est notamment marquée par la récupération par l'Algérie de son quota historique de pêche au thon rouge, fixé à 2 467 tonnes. Ce quota représente un acquis stratégique pour le pays, compte tenu de la valeur commerciale élevée de cette ressource sur les marchés internationaux.

Le ministre a également mis en avant plusieurs nouveautés introduites cette année. Parmi elles figure le lancement, pour la

première fois en Algérie, d'une expérience d'engraissement du thon rouge. Cette initiative vise à créer une nouvelle chaîne de valeur autour de cette activité et à développer les capacités nationales dans le domaine de la transformation et de l'exportation des produits de la mer. Autre nouveauté notable : l'attribution d'un quota spécifique au profit des petits pêcheurs. Une mesure qui traduit, selon les responsables du secteur, la volonté des pouvoirs publics d'assurer une meilleure inclusion des professionnels artisanaux dans les activités de pêche à forte valeur ajoutée.

Dans le cadre de l'encouragement de l'investissement productif, le ministre a également inauguré une zone d'activités dédiée à l'aquaculture dans la commune de Sidi Abderrahmane.

Cette nouvelle infrastructure devrait permettre de développer une capacité de production dépassant les 400 tonnes par an. Elle contribuera également à la création de nombreux emplois directs et indirects, notamment au profit des jeunes investisseurs et des porteurs de projets souhaitant intégrer la filière aquacole.

BECHAR

Signature d'une convention cadre entre le secteur de l'agriculture et l'UNPE

Une convention cadre a été signée, dimanche entre le secteur de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche et l'Union nationale du patronat et des entrepreneurs (UNPE), dans le but de dynamiser l'investissement, revitaliser les filières stratégiques et favoriser le développement de projets agricoles à travers la wilaya de Bechar, a indiqué le directeur local des Services agricoles (DSA), Abderrabi Hamal. La signature de cette convention-cadre vise, outre le renforcement du partenariat entre les secteurs public et privé, à promouvoir l'investissement et à encourager les acteurs économiques à investir dans la production agricole, ainsi que dans le développement des différentes filières stratégiques de la

région, afin de renforcer la sécurité alimentaire, a précisé Mohamed Yazid Meliani, président de l'UNPE, en marge d'une rencontre régionale consacrée au thème : "Développement économique et social dans le Grand Sud : perspectives et défis", organisée par l'Union à la Maison de la culture Kadi-Mohamed de Bechar. Cette rencontre, à laquelle ont participé des représentants des autorités de la wilaya, des directeurs locaux de divers secteurs d'activité, des opérateurs économiques, ainsi que des représentants de plusieurs entreprises et sociétés publiques économiques, a porté sur les différentes mesures préconisées par l'Etat pour inciter et encourager l'investissement privé dans les secteurs porteurs du sud du pays, notamment

l'agriculture, les mines, l'industrie de transformation, le tourisme et les services.

Les travaux ont été marqués par un large débat entre les participants autour de plusieurs questions liées à la simplification des procédures administratives et techniques nécessaires à la concrétisation des projets d'investissement, ainsi qu'à leur financement et à leur accompagnement par les services compétents de la wilaya. Les participants ont également débattu de questions relatives au développement de la recherche et de l'innovation, à la promotion de solutions technologiques modernes, ainsi qu'au renforcement de la collaboration et de la coordination entre les différents secteurs concernés, afin de promouvoir

l'investissement et de consolider le partenariat entre les secteurs public et privé.

"Cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre de notre engagement constant en faveur du développement économique et social du pays, vise à renforcer les relations de complémentarité entre les différents secteurs d'activité et les opérateurs économiques, avec pour principal objectif de dynamiser l'investissement dans divers secteurs à travers la wilaya de Bechar", a déclaré le président de l'UNPE.

La rencontre a également permis l'installation des membres du bureau de wilaya de l'UNPE et a marqué le lancement officiel de ses activités.

APS

DÉVELOPPEMENT LOCAL

Une mission d'information du Conseil de la nation en visite à Blida

Une mission d'information relevant de la commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation a entamé dimanche une visite de travail de trois jours dans la wilaya de Blida afin de s'enquérir de la situation du développement local.

Cette visite, s'inscrit dans le cadre d'une mission d'information dépechée par le président du Conseil de la nation, Azzouz Nasri, afin de faire un état des lieux du développement local dans la wilaya, ainsi que de l'avancement de la numérisation du secteur des finances et des établissements financiers, a indiqué dans une déclaration à la presse le président de la mission, Noureddine Tadj. La délégation parlementaire a suivi un exposé détaillé sur le développement local, les zones industrielles et d'activités, et l'état de la numérisation, ainsi que sur les activités de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement. Elle a également effectué des visites auprès de la direction des impôts, de la Trésorerie de wilaya et des services du contrôle budgétaire.

M. Tadj a indiqué qu'un "progrès notable" a été enregistré dans la wilaya, soulignant les avancées réalisées en matière de numérisation, notamment au niveau des directions des Domaines et des Impôts. Il a également exprimé le souhait de voir le service du contrôle budgétaire rejoindre cette dynamique et l'opération être généralisée à l'ensemble des organismes publics concernés par le contrôle budgétaire.

Lors de la première journée de cette visite, la délégation parlementaire a inspecté plusieurs entreprises économiques ainsi que la zone d'activités "Atlas", en vue de préparer un rapport détaillé qui sera soumis au président du Conseil de la nation avant sa transmission aux autorités supérieures, afin de contribuer à la promotion du développement dans la wilaya.

Selon l'exposé présenté par les autorités locales, la wilaya de Blida comptait, à la fin du 1er trimestre 2026, 15.507 entreprises activant dans divers secteurs et assurant 77.944 postes de travail.

Les industries agroalimentaires représentent 30,17 % du tissu industriel de la wilaya, reflétant ainsi le caractère agricole de Blida et sa place dans les industries de transformation liées à la production agricole, selon le même rapport.

APS

TOUGGOURT

Nouvelle usine de films en plastique pour le revêtement des sols

Une nouvelle unité de fabrication de films en plastique pour le revêtement de sols, d'une capacité de 12.660 tonnes/an, est venue étoffer le tissu industriel dans la wilaya de Tougourt, à-on informé samedi des services de la wilaya. Ce projet, qui s'étend sur une superficie de 1,2 hectare, dans la commune d'El-Hedjira, dispose d'équipements modernes de production de films en plastique lisse, fabriqués en polyéthylène haute densité (PEHD), destiné à de multiples usages, notamment dans les projets agricoles, les bassins aquacoles, les activités pétrolières et gazières, et d'autres projets de protection de l'environnement, à-on précisé.

Il dispose également d'un laboratoire d'essais et d'un système de contrôle qualité de pointe, couvrant l'ensemble des phases de production, du traitement de la matière première aux essais du produit fini. Employant plus de 70 travailleurs, l'unité constitue une valeur ajoutée économique importante, étant la deuxième du genre au niveau national et pionnière dans ce type d'industrie avec la plus grande ligne de production à l'échelle nationale, selon la même source.

Pour rappel, le secteur de l'investissement dans la wilaya de Tougourt a enregistré plusieurs projets d'envergure, dont une unité de fabrication de pneumatiques pour véhicules légers et lourds, d'une capacité de cinq (5) millions d'unités/an, un complexe touristique de 600 lits, une unité de production de pylônes électriques en béton, ainsi qu'un projet de production de pièces détachées automobiles d'une capacité de 1 000 unités/an.

R. E.

M'SILA

Lancement des travaux de construction de 2 nouveaux établissements scolaires dans les communes de M'Tarfa et d'Ouled Derradj

Le wali de M'sila, Nedjmeddine Tiar, a supervisé, samedi, le lancement des travaux de construction de 2 nouveaux établissements scolaires dans les communes de M'Tarfa et d'Ouled Derradj.

Le chef de l'exécutif local a souligné, à cette occasion, que ces deux structures sont destinées à améliorer les conditions de scolarisation des élèves et à réduire la surtaxe des classes qui touchent certains établissements, précisant que d'autres opérations similaires seront "progressivement" programmées dans l'ensemble des communes de la wilaya.

Le directeur des équipements publics, Cherif Zidane, a indiqué de son côté, lors de la présentation des fiches techniques relatives aux deux projets, qu'il s'agit d'un collège d'enseignement moyen (CEM) de type 6, dans la commune de M'Tarfa, fruit d'un investissement public de plus de 329 millions de dinars, et d'une nouvelle école primaire de type 2 dans la commune d'Ouled Derradj où l'entreprise de réalisation a entamé les travaux apportant une enveloppe de 175 millions de dinars.

R. E.

BOUMERDES

Ouverture du Salon national des produits de confiserie, biscuiterie et chocolat

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a présidé, samedi à Boumerdes, l'ouverture de la 1ère édition du Salon national des produits de confiserie, biscuiterie et chocolat.

Dans une déclaration à la presse à cette occasion, le ministre a estimé que cette manifestation, organisée sous le slogan "Des perspectives prometteuses pour l'exportation" et réunissant 71 exposants de différentes wilayas du pays, constitue "un maillon de communication entre les différents opérateurs économiques" ainsi qu'"une opportunité propice au rapprochement entre les entreprises participantes afin d'échanger expériences et expertises", et ce dans le but de "relever le taux d'intégration et, par conséquent, réduire le volume des matières premières" importées. Il a affirmé, à ce propos, que les produits actuellement disponibles sur le marché

national sont "majoritairement de fabrication nationale", ajoutant que "presque toutes les marques produites dans ce domaine disposant de marchés extérieurs", tout en répondant aux besoins locaux. Après avoir annoncé que le Salon des produits de confiserie, biscuiterie et chocolat, initié par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations en coordination avec la wilaya de Boumerdes, sera organisé annuellement au même endroit et à la même période, M. Rezig a indiqué que son département ministériel travaillera à augmenter le nombre de participants lors des prochaines éditions.

Le ministre a également souligné que ce

Salon, qui se tiendra du 16 au 19 mai, et participant aux plus grandes entreprises spécialisées du secteur, s'inscrit dans le cadre des activités du ministère visant à faire connaître les produits locaux qui « jouissent désormais d'une réputation mondiale » en matière de qualité et d'emballage.

Il vise également à promouvoir ces produits sur le marché national et à l'étranger, à mettre en valeur les capacités nationales de production dans le secteur des industries agroalimentaires et à renforcer les opportunités d'exportation vers les marchés extérieurs.

APS

SAISON ESTIVALE 2026 À EL TART

Campagne de nettoyage des plages autorisées à la baignade

Une campagne de nettoyage des plages autorisées à la baignade a été lancée, samedi, sur la plage de Messida, dans la commune de Souarekh (El Tart) apportant à contribution près de 800 jeunes dans le cadre des préparatifs en cours de la saison estivale 2026. Cette campagne de plusieurs jours, lancée à l'initiative de la direction de l'environnement en coordination avec les secteurs

concernés, et dont le lancement a été supervisé par le wali, Mohamed Meziane, visait à "nettoyer 10 plages autorisées à la baignade à travers la wilaya afin d'améliorer le cadre environnemental et d'offrir des conditions propices à l'accueil des vacanciers lors de la prochaine saison touristique", a-t-on indiqué. Des jeunes affiliés à des associations sportives, de jeunesse et aux Scouts musulmans algériens

(SMA), des acteurs de la société civile, des travailleurs du Centre d'enfouissement technique (CET), des communes et de plusieurs entreprises participent à cette campagne placée sous le slogan « Ensemble, préservons la propreté de nos plages ». Le wali a insisté sur la nécessité « d'intensifier ce type d'initiatives bénévoles visant à protéger l'environnement côtier en prévision de la

saison estivale ». Afin d'assurer le succès de cette campagne, les services concernés ont mobilisé tous les moyens leurs matériels, notamment des tracteurs et camions pour collecter et évacuer les déchets jonchant les plages. Rappelons que la wilaya d'El Tart compte 20 plages où la baignade est autorisée et 11 autres où elle est interdite.

R. E.

PORT D'ANNABA

Arrivée d'une nouvelle cargaison de moutons importés en prévision de l'Aïd El-Adha

Un navire chargé d'une nouvelle cargaison de moutons importés a accosté, samedi, au Port d'Annaba, dans le cadre des mesures visant à approvisionner le marché national en prévision de l'Aïd El-Adha, indique un communiqué du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche. "Dans le cadre de la poursuite de l'opération d'importation de moutons pour l'Aïd, le navire

+Sidra+ a accosté, samedi, au Port d'Annaba, chargé de 8.530 têtes de moutons en provenance de Géorgie", précise la même source. Ce nouveau lot de moutons fait partie d'une série de cargaisons programmées, qui arrivent progressivement aux ports nationaux, conformément à un plan proactif d'importation d'un million de têtes d'ovins en prévision de l'Aïd El-Adha 2026, afin d'approvisionner le marché na-

tional et de répondre à la demande croissante à l'approche de cette fête religieuse. Pour rappel, le président de la République avait décidé, lors de la réunion du Conseil des ministres tenue le 8 mars dernier, de plafonner le prix de vente du mouton importé à 50.000 DA.

Agence

NAÂMA

Lancement des travaux du premier tronçon du dédoublement de la RN6 entre Labiodh et Bougtob

Les travaux de réalisation du premier tronçon du projet de dédoublement et de modernisation de la route nationale (RN) n 6 dépendant des communes de Labiodh (wilaya de Naâma) et de Bougtob (wilaya d'El Bayadh) ont été lancés samedi, à-on avis auprès des services de la wilaya.

Le lancement de cette première tranche a été supervisé par le secrétaire général de la wilaya chargé de la gestion des affaires de la wilaya de Naâma, Messaoud Boulaâras. Les travaux portent sur un tronçon de 10 km pour une enveloppe financière de 910 millions DA, avec un délai de réalisation fixé à dix mois, selon la même source.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du vaste projet de dédoublement de la RN6,

qui traverse la wilaya de Naâma sur une distance de 273 km, depuis la commune Labiodh au nord jusqu'à Djeniene Bourrezg au sud. Les services de la wilaya ont précisé que 143 km ont déjà été réalisés dans le cadre de ce programme.

Le projet vise à concrétiser les objectifs du schéma national d'aménagement du territoire, à travers l'adaptation de cette infrastructure routière à l'augmentation du trafic entre les wilayas du Sud-Ouest et les régions du nord du pays. La RN6 constitue, à ce titre, l'un des principaux axes routiers dépendant du nord et du sud dans l'ouest du pays.

S'étendant sur environ 2,163 km, cet itinéraire relie la ville de Sig (wilaya de Mascara) à la commune frontale de Timiaouine (wilaya de Bordj Badji Mokh-

tar), a rappelé le secrétaire général de la wilaya.

Le projet permettra également de réduire les points noirs et les virages dangereux à l'origine de nombreux accidents de la circulation, d'améliorer la fluidité du trafic et les conditions de transport, tout en renforçant la sécurité routière et en facilitant l'acheminement des marchandises entre les régions du nord et du sud du pays. Les travaux de cette première tranche seront suivis, dans les prochains jours, du lancement des deux autres tranches de 10 km et 11 km, portant ainsi à 31 km le linéaire concerné par les travaux au niveau de la limite territoriale entre les wilayas de Naâma et d'El Bayadh, selon la même source.

APS

LA RELATION SOCIALE, L'ÉCHANGE ET LA PRODUCTION

De l'âge de la défiance à l'âge de la confiance

Le marchandage a gagné toutes les relations sociales, mais l'enrichissement ne passe pas par la production. L'intérêt individuel a gagné toutes les relations, mais les intérêts individuels ne convergent pas. La compétition sociale est centrifuge. Par conséquent, les services publics se dégradent. C'est que l'on a eu tendance à réduire les croyances sociales aux croyances de l'homo-economicus occidental.

4^e partie

La Chine, par sa compétitivité, possède l'art d'inverser les relations asymétriques. Le travail social chinois s'assimile le travail mondial, le transforme et l'exporte après l'avoir amélioré, en innovant en matière de coût d'abord puis de produit ensuite. Elle entre dans des chaînes de valeur pour en inverser les relations d'asymétrie et en invente de nouvelles (batteries électriques). C'est là une leçon qui ne devrait pas échapper aux économies émergentes. Acheter pour produire et non consommer, ou pour ne pas opposer de manière radicale les deux termes, acheter et consommer pour produire mieux. Car c'est de la consommation (l'assimilation) comme connaissance du produit consommé, que naît la production. Mais consommation productive. Consommer, bien digérer, bien ruminer disait Nietzsche, pour devenir plus fort. Il y a une différence entre une société consommant des produits, et une société « consommant » du travail mondial, produisant du savoir-faire local. On a coutume occidentale (marxiste) d'opposer consommation et consommation productive, consommation productrice de valeur ajoutée et pure consommation. Pour Marx et les classiques, ce que consomme le travailleur reproduit sa force de travail (salaire de subsistance), mais il ne « consomme » pas du savoir-faire ; le capital de la société de classes exproprie le travailleur de son savoir, elle l'en sépare (prolétariat). La Chine rétablit l'unité « dialectique » du travail et du capital, qui rend possible la conversion du capital (mondial) en travail (local) et du travail (local) en capital (mondial). Pour ce faire, l'appropriation du capital, la domination du marché, ne peuvent être celle d'une classe héréditaire. La compétition doit renouveler constamment cette classe, le capital financier doit encourager la formation des autres formes de capitaux.

La Chine s'obstine à s'inscrire dans les rapports d'asymétrie pour les inverser. Elle retourne contre l'Occident ce qui faisait sa puissance. De bonne guerre, elle prend ce qu'on lui refuse de lui vendre, comme l'Occident lui a pris dans le passé ce qu'elle ne lui a pas vendu. Et cela sans compter sur la force militaire, qu'elle n'a pas, et dont elle n'a besoin que pour s'en défendre. Aussi fait-elle sa guerre, renverse-t-elle les rapports d'asymétrie établis par la guerre, sans les armes militaires. Car les armes ne sont pas avant tout militaires. Cela peut s'appeler réciprocité différée. L'Occident peut être tenté de faire la guerre à la Chine avant que celle-ci ne rattrape son retard en matière militaire, n'était-ce le



risque d'une guerre nucléaire. Il lui fait alors la guerre sur des terrains extérieurs, comme sur le terrain iranien. Donald Trump ne mettra pas à exécution son projet d'anéantissement de l'Iran, il veut tester les capacités guerrières chinoises au travers de la résistance iranienne. Et la Chine ne manquera pas de montrer qu'il a plus à perdre qu'à gagner à vouloir lui faire la guerre.

La Science, la pratique scientifique et nous

Il y a une chose que nous relèverons ici à l'occasion : le découpage disciplinaire de la réflexion scientifique n'est pas un indépendant d'un contexte culturel de production de la connaissance. Qui veut savoir, comment et pourquoi ? Les points de vue sont toujours situés. En sciences sociales, l'Occident a voulu opposer et hiérarchiser les sociétés, et a de ce fait, séparé anthropologie et histoire, anthropologie et sociologie, sociologie et histoire, sociologie et psychologie. On s'indigne ensuite lorsque certains parlent de sociétés sans histoire. En fait, ils disent tout haut, ce qu'autres pensent tout bas ou dans des cercles restreints, même quand ils s'en indignent. Cela n'est pas à dire publiquement. La réflexion scientifique crée ses objets, elle divise le réel et la partition qu'elle établit n'est pas neutre. Elle donne une prise à une société sur le réel, elle établit une inscription de la société en question dans le réel. Avec l'hégémonie occidentale, une représentation naturaliste du monde s'est imposée aux autres représentations du monde[6]. Certaines re-

présentations non occidentales du monde n'ont plus cours, d'autres se sont enrichies de celle occidentale et retrouvent leur efficacité. Une hybridation des représentations a désormais cours, la représentation occidentale du monde ayant contraint les autres représentations à disparaître ou à se renouveler. Pour être pertinente, efficace, la réflexion scientifique ne peut partir que de l'expérience qu'elle vise à transformer. Quand elle part de la théorie, d'une théorie qui n'est pas la réflexion d'une expérience, d'une théorie importée, elle déforme la réalité de l'expérience et rate son objectif. Cela a une certaine conséquence pour notre réflexion. Une division du travail scientifique, des débats scientifiques ont tendance à s'imposer au monde, des débats qui ne sont pas ceux du monde, mais ceux des sociétés scientifiques qui les dominent. S'inscrire dans ces débats, c'est débattre des problèmes de ces sociétés dominantes. Quand nous croyons débattre de nos problèmes en participant aux débats de ces sociétés scientifiques dominantes, c'est alors pour traiter nos problèmes avec leurs outils, les outils avec lesquels ils traitent les problèmes de leur société. Leurs outils nous intéressent, mais leur usage est de notre responsabilité, il nous faut en juger selon leur contribution. Apprendre de la pratique scientifique peut nous aider à transformer nos pratiques, mais la pratique scientifique n'est pas la théorie. La première apprend à savoir faire, à expérimenter, pas la seconde. Les

concepts sont des outils intellectuels, comme avec les machines, il faut savoir à quoi ils servent et comment ils peuvent servir autrement. Les étudiants chinois à l'étranger le savent certainement mieux que les autres étudiants étrangers. Aussi faut-il apprendre à débattre de ce que l'Occident ne débat pas, c'est là probablement que sont ses failles et nos issues.

Retour sur les institutions

Les lois, les organisations, les normes sociales, les habitudes et les croyances sont toutes des institutions au sens propre du mot. On ne peut réserver scientifiquement ce terme, comme le fait le langage politique ordinaire, aux seules institutions formelles[7]. Par ailleurs, « les lois et règlements ne sont pas, en soi, des institutions s'ils ne sont pas nécessairement respectés.

(A suivre)

Notes

[6] Philippe Descola dans son livre par-delà nature et culture distingue quatre modes d'identification du réel : analogiste, naturaliste, animisme et totémisme, sur la base d'une identité et d'une différenciation des priorités et des physicalités.

[7] Pierre Rosanvallon, historien, économiste, sociologue, et théoricien politique français, professeur au Collège de France a commis un livre récent intitulé les institutions invisibles (le Seuil 2024) qu'il reconnaît dans la confiance, l'autorité et la légitimité et qu'il s'efforce de penser.

ARABIE SOUDITE
« Le plus grand choc énergétique » jamais connu dans le monde, selon le PDG d'Aramco

Le patron du géant pétrolier saoudien Aramco a averti que la guerre au Moyen-Orient avait déclenché le "plus grand choc énergétique" jamais connu dans le monde, estimant que les marchés pourraient ne retrouver un fonctionnement normal qu'en 2027. "Même si le détroit d'Ormuz rouvrirait aujourd'hui, il faudrait encore des mois pour que le marché se rééquilibre, et si sa réouverture était retardée de quelques semaines supplémentaires, le retour à la normale s'étendrait jusqu'en 2027", a affirmé le PDG du fleuron de l'économie saoudienne, Amin Nasser, lors d'un appel avec des investisseurs. Le responsable a également prévu une forte hausse de la demande après l'ouverture du détroit, les États et les compagnies énergétiques cherchant notamment à reconstituer des stocks stratégiques largement entamés par des mois de perturbations.

La veille, le groupe avait annoncé une hausse de 25,5% de son bénéfice net au premier trimestre, porté par l'envolée des prix du brut sur fond de guerre au Moyen-Orient. Le baril de Brent, référence mondiale, valait en moyenne près de 100 dollars en mars, contre 70 avant les hostilités, avec des pointes à 120 dollars.

« Une perte d'approvisionnement sans précédent d'environ un milliard de barils de pétrole »

La guerre contre l'Iran lancée fin février par les États-Unis et Israël a entraîné, en représailles, le blocage par Téhéran du détroit d'Ormuz, par lequel transite habituellement près d'un cinquième de la consommation mondiale d'hydrocarbures, provoquant une chute brutale de l'approvisionnement et une flambée des prix.

Le conflit a fait subir au marché "une perte d'approvisionnement sans précédent d'environ un milliard de barils de pétrole", a affirmé le dirigeant d'Aramco précisant que la quasi-fermeture du détroit d'Ormuz a pu être compensée par des voies alternatives. Aramco a en effet pu continuer à exporter une partie de sa production grâce à son immense oléoduc est-ouest, qui relie ses installations énergétiques situées sur le Golfe aux terminaux d'exportation sur la mer Rouge. Dimanche, la société avait indiqué que cet oléoduc avait atteint sa capacité maximale de 7 millions de barils par jour. En représailles aux frappes des États-Unis et d'Israël contre l'Iran, Téhéran a visé des intérêts américains mais aussi des infrastructures civiles dans le Golfe. En Arabie saoudite, première économie de la région, des installations pétrolières, ainsi que l'oléoduc est-ouest ont notamment été touchés.

Agence

IL ATTEINT DÉSORMAIS 3,2 MILLIONS DE TONNES

L'Égypte annonce un bond de 64 % de son approvisionnement local en blé

L'Égypte vise à réceptionner 5 millions de tonnes de blé local de la part des agriculteurs au cours de cette saison. Le ministre de l'Agriculture et de la Bonification des terres, Alaa Farouk a indiqué que les quantités livrées de blé par les agriculteurs locaux ont franchi la barre des 3,2 millions de tonnes, atteignant déjà 64 % de l'objectif global de la saison, selon un communiqué du ministère.

« La superficie cultivée a atteint un nouveau record cette année : 3,7 millions de feddans, soit 600 000 de plus que l'année précédente. » a précisé le ministre Alaa Farouk. Le ministre a rappelé que le blé est au sommet des priorités de l'État, car il s'agit d'un pilier fondamental de la sécurité alimentaire nationale. Premier importateur mondial de blé avec une moyenne de 11 millions de tonnes achetées par an (selon les chiffres de 2023 et 2024), l'Égypte cherche à réduire sa dépendance. Face à ce besoin immense, l'objectif de

l'Égypte est de réduire l'écart entre la production et la consommation, afin de porter progressivement le taux d'autosuffisance du pays à environ 70 % d'ici 2030, sachant que la consommation annuelle de blé en Égypte s'élève à environ 20 millions de tonnes. « L'Égypte vise à réceptionner 5 millions de tonnes de blé local de la part des agriculteurs au cours de cette saison », a expliqué le ministre. Pour encourager les producteurs et leur garantir un bon rendement économique, le gouvernement a augmenté le prix d'achat à 2 500 livres égyptiennes par ardeb.

Pour faciliter la récolte, une coopération étroite a été mise en place entre les ministères de l'Agriculture et de l'Approvisionnement, comme l'a indiqué le ministre Alaa Farouk. « 400 points de collecte et silos ont été déployés à travers le pays pour réduire les distances de transport. » a-t-il indiqué. En outre, un paiement rapide sous 48 heures maximum après la livraison a été garanti aux agriculteurs. Des commissions mixtes travaillent à pleine capacité pour inspecter la récolte, vérifier sa pureté et accélérer le tri.

Agence

TUNISIE

20 millions de dinars pour protéger Moknine des inondations

L'inscription du projet de protection de la ville de Moknine contre les inondations, au niveau de l'oued Ayad, au budget de l'année 2026 a été annoncée lors d'une séance de travail tenue, vendredi, au siège du gouvernorat de Monastir. Le coût global du projet est estimé à 20 millions de dinars, soit une hausse de 10 millions de dinars par rapport aux estimations initiales. Le projet consiste en la réalisation de canaux d'écoulement et de différents ouvrages hydrauliques destinés à protéger les quartiers résidentiels et les axes avoisinants. L'appel d'offres devrait être lancé au cours du mois de juin 2026, tandis que les travaux sur le terrain devraient démarrer en septembre 2026 pour une

durée estimée à deux ans. La ville de Moknine avait connu, dans la nuit du lundi 19 au mardi 20 janvier 2026, d'importantes précipitations ayant entraîné la mort de trois personnes à « Houmet El Gallalat », ainsi que d'importants dégâts matériels, notamment l'effondrement de murs et de toitures de plusieurs habitations. Lors de cette séance, présidée par le gouverneur de Monastir, Issa Moussa, la direction des eaux urbaines a présenté un exposé technique détaillé sur les différents projets réalisés, en cours ou programmés dans le gouvernorat de Monastir. La réunion a également permis d'examiner l'état d'avancement des travaux, des études et des procédures techniques, foncières et envi-

ronnementales, ainsi que de fixer les priorités d'intervention en fonction des spécificités de chaque zone et de l'ampleur des problématiques constatées sur le terrain. La séance a également passé en revue l'avancement de plusieurs autres projets dans la région. Il a ainsi été indiqué que les projets de protection des villes de Lamta et Jemmal contre les inondations ont été achevés, pour des coûts respectifs de 5 et 7 millions de dinars. Les travaux de protection de Bnan et Ksibet El Mediouni ont, pour leur part, atteint leurs dernières phases, avec un taux d'avancement estimé à 94 % et un coût global avoisinant 17 millions de dinars. Le projet de protection des villes de Monastir, Khniss et Zaouiet Kontech affiche

également le même taux d'avancement, pour un coût estimé à 18 millions de dinars, parallèlement à la poursuite du programme de maintenance des ouvrages de protection contre les inondations dans plusieurs zones du gouvernorat. La réunion a, en outre, abordé une série d'études futures relatives à la protection d'autres villes contre les inondations, notamment Bekalta, Ksar Hellal, Sayada, Cherahil, Sidi Bennour et Touza. L'accent a été mis sur la nécessité d'accélérer la finalisation des études techniques et de surmonter les difficultés foncières et administratives afin de garantir le lancement des travaux dans les meilleurs délais.

Synthèse R.E

MAURITANIE

Les recettes publiques en hausse, signe d'une réforme fiscale qui s'accélère

Portée par une politique de modernisation de son administration et de renforcement de la mobilisation des ressources internes, la Mauritanie affiche depuis deux ans des performances fiscales en nette amélioration. Hausse des recettes, élargissement de l'assiette, lutte contre la fraude et diversification des revenus traduisent une stratégie plus ambitieuse de consolidation des finances publiques. Sur la scène politique et économique mauritanienne, on ne peut qu'être frappé par la rapidité avec laquelle la réforme fiscale gagne du terrain. Là où prévalait encore il y a quelques années une forte dépendance aux ressources extractives et aux financements extérieurs, le gouvernement semble désormais vouloir faire de la fiscalité ordinaire un pilier central de la gestion publique. Cette inflexion se traduit par une progression sensible des recettes publiques, que le ministre des Finances revendique comme le fruit d'une politique volontariste de modernisation de l'administration fiscale. Il ne s'agit plus seulement de "mieux recouvrer" ce qui est déjà connu, mais d'élargir

l'assiette, d'intégrer davantage d'acteurs économiques dans le circuit formel et de renforcer la régularité des paiements.

Vers une fiscalité plus exigeante et plus structurée

L'augmentation des recettes s'accompagne, inévitablement, d'une hausse de la pression fiscale. Pour les opérateurs économiques, cela signifie plus d'obligations, mais aussi une demande accrue de transparence et de justification de l'usage des deniers publics. Dans un contexte où la croissance reste modérée et où les inégalités persisteront encore longtemps, cette évolution doit être accompagnée d'un discours politique clair sur la valeur ajoutée des impôts pour le développement. Par ailleurs, la diversification des sources de revenus est un signal positif. En réduisant la dépendance aux hydrocarbures et aux minerais, les autorités cherchent à sécuriser les finances publiques face aux aléas des cours mondiaux. Cela renforce la crédibilité du pays auprès des partenaires techniques et financiers, même

si la mise en œuvre reste un défi permanent.

Réforme fiscale et lutte contre l'informel

Sur le terrain, la "réforme qui s'accélère" se lit aussi dans l'intensification des contrôles et la digitalisation des procédures fiscales. Les guichets numériques, les plateformes de déclaration en ligne et les outils de vérification automatisée bouleversent les pratiques de gestion des impôts. Pour les acteurs économiques, c'est à la fois un gain de temps et, souvent, une prise de conscience que l'évasion fiscale devient plus coûteuse et plus risquée. Dans un pays où une large partie de l'économie reste informelle, ce mouvement d'élargissement de l'assiette est politiquement délicat. Il implique de convaincre plus que de contraindre, de favoriser la formalisation plutôt que la stigmatisation. La réussite de cette phase dépendra autant de l'efficacité des services fiscaux que de la capacité du pouvoir à rester crédible sur la lutte contre la corruption et le gaspillage.

R.I.

AFRIQUE DU SUD

150 millions \$ du fonds OPEP au profit de l'énergie et la logistique

Le Fonds OPEP est très actif sur le continent africain où il soutient des projets dans les domaines de l'énergie, des infrastructures, de l'eau et de la sécurité alimentaire. À ce jour, plus de la moitié de ses 30 milliards de dollars d'engagements historiques y ont été consacrés.

Synthèse R I/Agence

L'Afrique du Sud a signé mercredi 13 mai un accord de prêt de développement de 150 millions de dollars avec le Fonds OPEP pour le développement international. C'est le Trésor national sud-africain qui a rendu l'information publique dans un communiqué officiel publié le même jour. Il s'agit du premier prêt jamais accordé directement au gouvernement sud-africain par cette institution. Les fonds sont destinés à soutenir les réformes structurelles en cours dans deux secteurs jugés critiques par Pretoria à savoir l'énergie et le transport de marchandises. « Le prêt soutiendra le programme de réformes en cours du gouvernement, visant à débloquent les goulots d'étranglement des infrastructures, en particulier dans les secteurs de l'énergie et du transport de marchandises, qui sont essentiels pour permettre une croissance économique inclusive, améliorer la prestation de services et favoriser la création d'emplois », peut-on lire dans le communiqué. Le prêt sera remboursé sur six ans, avec une période de deux ans pendant laquelle l'Afrique du Sud ne remboursera pas encore le capital. Le taux d'intérêt est variable, indexé sur un taux de référence international auquel s'ajoute une marge fixe de 1,25 %. David Masondo, vice-ministre des Finances, a défendu l'accord comme étant aligné sur la stratégie d'emprunt responsa-

ble du Trésor, d'après des propos rapportés par Business Day.

Un prêt qui s'inscrit dans une stratégie de financement plus large

Ce prêt prolonge une série d'engagements multilatéraux conclus ces derniers mois. En juin 2025, Pretoria avait obtenu 1,5 milliard de dollars de la Banque mondiale pour stabiliser le réseau électrique, réformer le rail et les ports ainsi que soutenir la transition bas-carbone, selon Business Explainer. En juillet de la même année, le gouvernement sud-africain avait également décroché 474,6 millions de dollars auprès de la Banque africaine de développement. Des fonds destinés à faire progresser la sécurité énergétique et le programme de transition énergétique juste, a rapporté Daily Dispatch. La veille de l'annonce du prêt, Statistics South Africa avait publié des données qui montrent que le taux de chômage avait bondi à 32,7 % au premier trimestre 2026, contre 31,4 % au dernier trimestre 2025, soit une perte nette de 345 000 emplois. Par ailleurs, l'agence de notation Moody's avait averti la semaine précédente que la dette publique reste trop élevée à 80 % du PIB. Elle estime que cette situation limite la capacité du pays à absorber les chocs. Si c'est la première fois que le Fonds OPEP accorde un prêt directement au gouverne-

ment sud-africain, l'institution est loin d'être un inconnu sur le continent.

Un bailleur habitué du continent africain

Plus de la moitié de ses engagements historiques sont consacrés à l'Afrique, a déclaré Abdul Hamid Al Khalifa, directeur général du Fonds OPEP, lors de la signature d'un protocole d'accord avec la Banque africaine de développement à la COP27 en novembre 2022. Ces engagements se sont intensifiés ces dernières années. En septembre 2025, lors de la 193ème réunion de son Conseil d'administration, le Fonds OPEP a approuvé 576,5 millions de dollars de financements en faveur de neuf pays africains, dont le Maroc, l'Ouganda et l'Afrique du Sud elle-même, dans le cadre d'une enveloppe globale dépassant le milliard de dollars, a rapporté Agence Ecofin. En janvier 2025, la Mauritanie avait signé un accord de partenariat de 120 millions de dollars couvrant la période 2025-2027, ciblant l'énergie, l'eau, la sécurité alimentaire et les infrastructures. À ce jour, le Fonds OPEP a engagé plus de 30 milliards de dollars dans plus de 125 pays. Ses financements ont contribué à mobiliser au total plus de 200 milliards de dollars d'investissements en cofinancement avec d'autres partenaires, selon un communiqué officiel de l'institution publié en septembre 2025.

GHANA

Un financement japonais de 3 millions \$ attendu dans la filière rizicole

À Ghana, le riz est la 2ème céréale cultivée et consommée, après le maïs. Le pays qui cible l'autosuffisance dans cette filière met en œuvre de nouveaux projets pour renforcer sa base de production. L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) prévoit un financement de 35 millions de cedis (3,09 millions \$) destiné à soutenir le développement de la filière rizicole au Ghana. C'est ce qu'a révélé Eric Opoku, ministre ghanéen de l'Alimentation et de l'Agriculture, dans un post publié sur sa page Facebook le mardi 12 mai. Selon le responsable, cet appui est destiné à financer la construction d'une unité de production de semences de riz, équipée de machines modernes dans le nord du pays. L'objectif est d'améliorer la disponibilité de semences de qualité, un facteur jugé déterminant pour accroître les rendements dans le secteur. Au-delà de la production, l'initiative prévoit également des activités de formation au profit des acteurs de la filière sur les bonnes pratiques de culture. « Cette initiative devrait contribuer de manière significative au développement de la filière rizicole du Ghana en garantissant l'accès à des semences de haute qualité, en renforçant les compétences des responsables des périmètres irrigués et en formant les agriculteurs à l'utilisation des nouvelles machines », a déclaré M. Opoku. Pour l'heure, les détails concernant le démarrage des travaux et le site de l'implantation de la station de semences ne sont pas encore connus. L'enjeu pour Accra d'améliorer la productivité dans le secteur sera de réduire le gap entre l'offre et la demande sur le marché domestique. Dans son dernier rapport sur le marché ghanéen des céréales, le Département américain de l'Agriculture indique par exemple que le pays a produit 900 000 tonnes de riz usiné en 2025/2026, alors que les besoins de consommation se sont élevés à près de 1,9 million de tonnes. Dans ce contexte, l'ex-Gold Coast doit recourir aux importations pour couvrir plus de la moitié de la demande du marché intérieur.

POUR LE RENOUVELABLE

L'Éthiopie et la France signent un accord de prêt de 63,5 millions \$

Cet accord financier permettra, entre autres, de mettre en place un nouveau cadre et une feuille de route pour un projet de partenariat public-privé géothermique de 150 MW. L'Éthiopie et la France ont signé un accord de prêt de 54,6 millions d'euros (environ 63,5 millions de dollars) destiné à financer le programme éthiopien de développement des énergies renouvelables, du dévelop-

pement durable et de la numérisation. Selon le communiqué du ministère éthiopien des Affaires étrangères, publié mercredi 13 mai, l'accord prévoit également l'élaboration d'un nouveau cadre et d'une feuille de route pour un projet géothermique de 150 MW mené en partenariat public-privé. Ce partenariat financier a été officialisé lors de la visite en Éthiopie du

président français Emmanuel Macron. Il s'inscrit dans le cadre de la transition énergétique et de la diversification du mix électrique du pays, afin de réduire le déficit d'électricité dont souffre plus de la moitié de la population. Plus globalement, le gouvernement éthiopien investit dans l'hydroélectricité, la géothermie et les infrastructures durables pour élargir l'accès à l'électricité, notamment grâce au

Grand Barrage de la Renaissance (GERD), qui devrait ajouter jusqu'à 5000 MW de capacité installée au réseau électrique éthiopien. Dans le cadre de la stratégie « Éthiopie numérique 2030 », le gouvernement privilégie le développement des infrastructures énergétiques et la diversification des sources d'énergie, avec un programme de modernisation et d'extension des réseaux. Il prévoit la construction de 30 000 km

de lignes de transmission et de 456 000 km de réseau de distribution électrique d'ici 2030. Les relations entre l'Éthiopie et la France, établies de longue date, se sont progressivement diversifiées et couvrent aujourd'hui des domaines tels que l'aviation, les infrastructures, les énergies renouvelables et la modernisation économique.

Agence

BÉNIN

Hausse de 22 % du budget alloué à la subvention des engrais en 2026/2027

À Bénin, le secteur agricole contribue à hauteur de 24 % au PIB et emploie environ 40 % de la population active. Comme dans la majorité des pays d'Afrique subsaharienne, l'aide publique joue un rôle stratégique dans la compétitivité du secteur. Au Bénin, le gouvernement a mobilisé 31,87 milliards de francs CFA (56,9 millions \$) pour subventionner l'achat des engrais au profit des agriculteurs pour le compte de la campagne agricole 2026/2027. C'est ce qui ressort du conseil des ministres qui s'est tenu le mercredi 13 mai. L'enveloppe annoncée affiche une augmentation de 22,5 % par rapport à celle qui y était consacrée au cours de la campagne 2025/2026 (46,4 millions \$).

Cette revalorisation du budget permettra, selon les autorités, de maintenir les prix de cession des engrais (urée, NPK, KCl, SSP) au même niveau que les tarifs pratiqués lors de la campagne précédente, dans un contexte où le marché mondial des fertilisants traverse déjà une période de fortes tensions. « Il se dégage que l'application des prix réels du marché serait préjudiciable à la production agricole et constituerait un risque pour l'autosuffisance alimentaire dans notre pays », peut-on lire dans le communiqué du conseil des ministres. Dans son dernier rapport « Commodity Markets Outlook » publié le 28 avril dernier, la Banque mondiale avertit que les prix mondiaux des engrais pourraient grimper de plus de 30 % en 2026 sous

l'effet du conflit au Moyen-Orient et des perturbations du transport maritime dans le détroit d'Ormuz, par lequel transite près d'un tiers du commerce maritime mondial de fertilisants, soit environ 16 millions de tonnes par an. L'urée, principal engrais azoté utilisé dans le monde, est particulièrement exposée à ces tensions. D'après l'institution financière, son prix pourrait atteindre en moyenne 675 \$ la tonne cette année, soit près de 60 % de plus qu'en 2025. La hausse du budget consacré à la subvention des engrais apparaît d'autant plus stratégique dans ce contexte, que l'utilisation d'engrais par hectare de terre arable au Bénin est l'une des plus importantes en Afrique. Les données compilées par la FAO montrent par exemple

qu'en 2023, le pays affichait un taux d'utilisation de 28,2 kg par hectare, ce qui le place au-dessus de la moyenne continentale (22,6 kg) et en fait aussi le pays ouest-africain où l'utilisation est la plus intensive. Pour le compte de la campagne agricole 2026/2027 qui a officiellement débuté le 23 avril dernier, le Bénin vise par exemple une croissance de 8 % de sa production de coton, sa principale filière agricole d'exportation, mais aussi l'une des plus grandes consommatrices d'engrais. Outre le coton, les filières céréalières comme le maïs et le riz, stratégiques pour la sécurité alimentaire, affichent également une demande importante en engrais.

R.E

POINT-MARCHÉS

Des soucis d'inflation en attendant Nvidia

Malgré l'appétit toujours insatiable pour les valeurs liées à l'IA, qui a propulsé Wall Street vers de nouveaux sommets cette semaine, le climat s'est nettement assombri ce vendredi sur fond de regain de craintes inflationnistes. Des statistiques américaines supérieures aux attentes ont ravivé la tension sur les rendements obligataires, les investisseurs redoutant un durcissement prochain du discours des banques centrales, voire une remontée des taux. Les prises de bénéfices ont gagné l'Europe et les places asiatiques, même si les marchés américains restent proches de l'équilibre sur l'ensemble de la semaine.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

Tops
Tate & Lyle +44,55 % : le spécialiste britannique des ingrédients alimentaires s'envole sur une offre de rachat en numéraire de l'américain Ingredion, valorisant le titre à 615 pence par action (soit une prime de 64% sur le dernier cours) dans un contexte de faiblesse prolongée du titre depuis un an. OHB +52,57 % : le constructeur de satellites allemand est propulsé par une combinaison de catalyseurs exceptionnels : des résultats du T1 2026 publiés la semaine précédente supérieurs aux attentes, portés par un carnet de commandes record de 3,35 milliards d'euros (+45%), et l'annonce d'une alliance stratégique avec Dassault Aviation pour proposer à l'ESA un avion spatial réutilisable VORTEX-S. Cela consacre OHB comme pivot incontournable de la consolidation spatiale européenne.

Delivery Hero +47,57 % : l'entreprise grimpe après l'annonce de la cession par Prosus d'une partie de sa participation à Aspek Management, pour un montant d'environ 335 MEUR. Parallèlement, le titre bénéficie d'un regain d'intérêt des analystes, avec des recommandations positives de JP Morgan, Jefferies et Barclays.

Technoprobe +30,4 % : le groupe italien a publié des résultats trimestriels solides. Il a fait état d'un chiffre d'affaires consolidé en progression de 19% sur un an, tandis que l'EBITDA consolidé a bondi de 44%. Fort de cette dynamique, l'entreprise a revu à la hausse ses objectifs pour l'année en cours et anticipe d'atteindre dès cette année les ambitions initialement prévues pour 2027.

Vallourec +12,8 % : le fabricant français de tubes sans soudure a livré un RBE trimestriel en haut de sa fourchette prévisionnelle, assorti d'une génération de trésorerie supérieure aux attentes et de la confirmation d'un retour aux actionnaires de 650 millions d'euros d'ici août. Un triptyque suffisant pour effacer les craintes liées aux perturbations au Moyen-Orient.

Intertek +14,36 % : le spécialiste britannique des tests, inspections et certifications bondit après que son conseil a signalé sa disposition à recommander l'offre finale d'EQT à 6000 GBX par action. C'est la quatrième surenchère du fonds suédois, valorisant le groupe à 9,4 MdsGBP.

British American Tobacco +13,99 % : le géant britannique du tabac bénéficie d'un puissant reclassement réglementaire aux Etats-Unis : la FDA a signalé qu'elle déprioriserait les actions coercitives contre les produits sans combustion dont les dossiers PMTA sont acceptés, réduisant significativement le risque pesant sur les marques Vuse et Velo. Morgan Stanley a relevé sa recommandation à surpondérer, tandis que Citi a rehaussé son objectif de cours à 5 200 GBX.

Flops
Adecco -18,86 % : le numéro un mondial du travail temporaire est sévèrement sanctionné après ses résultats du premier trimestre 2026, qui ont manqué le consensus sur la marge brute et déçu sur la génération de trésorerie. La défiance s'est amplifiée avec des perspectives pour le deuxième trimestre signalant une marge brute "légèrement inférieure" et des charges en hausse.

3i Group -14,67 % : le fonds britannique de capital-investissement chute lourdement à la suite de la publication de ses résultats an-

nuels. C'est la trajectoire d'Action, sa participation phare représentant 65,4% d'un portefeuille total de 31,8 milliards de livres, qui concentre toutes les inquiétudes, avec un ralentissement de la croissance et un tassement des marges.

Burberry -12,27 % : la griffe britannique accuse le coup après des résultats annuels qui révèlent des revenus en recul de 2%, malgré une embellie des résultats grâce au plan de restructuration de Joshua Schulman. La désaffection frappe l'ensemble du secteur, AlphaValue jugeant que "le contexte géopolitique très incertain et la faiblesse persistante de la demande liée au tourisme continuent de limiter la visibilité". Salvatore Ferragamo a lourdement décroché à son tour après ses chiffres peu enthousiasmants.

Tops US
Tower Semiconductor +29,84 % : l'attrait des investisseurs pour les valeurs de l'industrie des semi-conducteurs ne semble pas faiblir, surtout quand elles publient de bons résultats. La société américaine a en parallèle annoncé des signatures de contrats pour un montant total de 1,3 MEUR.

Ford +8,77 % : le constructeur automobile américain est propulsé par le lancement officiel de Ford Energy, filiale dédiée aux systèmes de stockage par batterie destinés aux centres de données et aux grands clients industriels, et par une note de Morgan Stanley qui valorise cette nouvelle activité jusqu'à 10 milliards de dollars sur la base d'un résultat opérationnel cible d'environ 588 millions de dollars à pleine capacité (20 GWh annuels).

Flops US
Intel -12,93 % : la Corée du Sud fait planer l'ombre d'une taxe sur les valeurs IA et le secteur dévisse. Après les géants coréens, c'est au tour d'Intel et de SanDisk, ce dernier souffrant en plus d'une cession d'actions de 3,5 MUSD par un initié.
Oklo -14,15 % : voir la perte nette d'une société s'agrandir est rarement bon signe. Celle d'Oklo s'établit une nouvelle fois en territoire négatif à -33,1 MUSD. Ce chiffre est à comparer avec celui des analystes qui tablaient sur une perte nette de 32,1 MUSD.

Matières premières
Énergie : Les prix du pétrole terminent la semaine en nette hausse. Le Brent gagne près de 4% pour atteindre environ 108 USD le baril. Le WTI américain progresse également et dépasse la barre des 100 USD. Le marché réagit aux perturbations continues dans le détroit d'Ormuz et à un déficit persistant de l'offre mondiale. La rencontre entre Donald Trump et Xi Jinping à Pékin n'a pas permis de débloquent la situation avec l'Iran. Les deux présidents s'accordent sur la nécessité d'empêcher Téhéran d'obtenir l'arme nucléaire et de rouvrir le détroit d'Ormuz. Le marché espère que la Chine utilisera son influence sur l'Iran pour favoriser un accord de paix, mais aucune avancée concrète n'a émergé de ce sommet. Sur le terrain, les risques géopolitiques restent élevés. L'insuffisance de l'offre constitue le principal moteur de la hausse des prix. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) estime que la production mondiale a baissé de 1,8 million de barils par jour (mbj) en avril. Le dernier rapport de l'OPEP confirme cette tendance. La production du cartel a chuté de 1,73 mbj en avril. Cette baisse s'explique par les difficultés d'exportation dans le golfe Persique et inclut encore

les volumes des Émirats arabes unis, qui ont officiellement quitté l'OPEP le 1er mai. Concernant la demande pour 2026, les agences présentent des scénarios différents. L'AIE abaisse ses prévisions et anticipe désormais une baisse de la demande mondiale de 420000 barils par jour, pénalisée par les secteurs de l'aviation et de la pétrochimie. À l'inverse, l'OPEP conserve des perspectives positives et prévoit une croissance de la demande de 1,17 mbj.

Métaux : À Londres, le cours du cuivre a dépassé 14000 USD la tonne cette semaine, avant de refluer autour de 13938 USD. À l'instar du pétrole, les causes de cette hausse sont à chercher du côté de l'offre. Le Pérou, troisième producteur mondial, rencontre des problèmes de production, ce qui laisse planer des risques de pénurie en cuivre compte tenu du faible niveau des stocks mondiaux. La demande, elle, ne faiblit pas. Le développement de l'intelligence artificielle exige la construction de nombreux centres de données. Ces infrastructures utilisent des quantités importantes de cuivre. Du côté des métaux précieux, le cours de l'or a reculé cette semaine à 4550 USD.

L'économie américaine affiche une inflation persistante. Les prix à la production et à la consommation aux États-Unis ont fortement augmenté en avril. Cette hausse des prix annule les espoirs d'une réduction des taux d'intérêt cette année. Les taux d'intérêt élevés pénalisent le cours de l'or. Les investisseurs préfèrent placer leur argent sur des actifs qui génèrent un rendement, contrairement à l'or.

Produits agricoles : Le blé enregistre la plus forte progression hebdomadaire. Le contrat juillet 2026 a gagné 6% sur la semaine pour atteindre 650 cents le boisseau. Cette hausse résulte directement des récentes prévisions de l'USDA, qui anticipe une production de blé médiocre. Le soja réagit aux discussions commerciales entre les États-Unis et la

Chine et clôture la semaine en légère baisse (1188 cents). Donald Trump prévoit des achats massifs de soja de la part de la Chine. Compte tenu de l'évolution des prix, le marché tempère ces attentes.

Macroéconomie

Macro : L'hypothèse d'une hausse de taux de la Fed semble grandir de jour en jour. Selon l'outil FedWatch du CME, il y a désormais une chance sur deux pour que la Fed relève ses taux au moins une fois d'ici à la fin de l'année. Les chiffres d'inflation de la semaine (un CPI et un PPI au-dessus des attentes) ont contribué à renforcer la pression sur la Fed. Le 10 ans américain a franchi cette semaine la barre des 4.5%. Le 2 ans, généralement considéré comme un proxy des anticipations de l'évolution des taux de la Fed, est lui à son plus haut niveau depuis juin dernier. A cette époque, les taux de la Fed étaient... 75 points de base plus élevés. A noter enfin que le mandat de président de la Fed de Jerome Powell se termine ce vendredi. Kevin Warsh, confirmé cette semaine par le Sénat, prend sa suite.

Drôle de semaine sur des marchés plus tiraillés que jamais entre l'IA et la peur de l'inflation. A l'heure où ces lignes sont écrites, la montagne du sommet entre Donald Trump et Xi Jinping a accouché d'une souris. Les Etats-Unis et la Chine ont probablement progressé dans certains domaines, mais il n'y a eu presque aucun effet d'annonce. Pire, la situation à Ormuz n'a pas l'air de se décanter alors que le marché plaçait pas mal d'espoirs dans la rencontre entre les deux hommes les plus puissants du monde. Il reste quelques publications de résultats, et non des moindres. Nvidia (mercredi) sera encadrée par Home Depot (mardi) et Walmart (mercredi). Sur l'agenda macroéconomique, on prendra le pouls des grandes économies jeudi avec les indices PMI flash de mai.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 14 Mai 2026
Valeur : 18 Mai 2026

BASE	DEVICES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	132.3520	132.3670
1	EUR EURO	155.0239	155.0679
1	GBP POUND STERLING	178.8782	178.9469
100	JPY JAPANESE YEN	83.8361	83.8509
1	CNY CHINESE YUAN	19.5005	19.5047
1	CHF SWISS FRANC	169.2481	169.3539
1	CAD CANADIAN DOLLAR	96.5228	96.5619
1	DKK DANISH KRONE	20.7448	20.7527
1	SEK SWEDISH KRONA	14.2056	14.2095
1	NOK NORWEGIAN KRONE	14.4072	14.4120
1	AED UAE DIRHAM	36.0328	36.0447
1	SAR SAUDI RIYAL	35.2741	35.2800
1	KWD KUWAITI DINAR	431.9582	432.1482
1	TND TUNISIAN DINAR	45.2266	45.6812
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.4503	14.4520
1	LYD LIBYAN DINAR	20.8461	20.9531
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3196	3.3300
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	181.6335	181.6335

CANADA

129 600 emplois à temps plein perdus lors des 12 derniers mois au Québec

Depuis l'entrée en vigueur des tarifs douaniers du président américain Donald Trump, en avril 2025, il s'est perdu au Québec 129 600 emplois à temps plein lors des 12 derniers mois.

Le Québec n'avait pas subi une telle déconfiture de l'emploi à temps plein depuis la dramatique pandémie de la COVID-19 déclenchée en mars 2020, époque où un grand nombre d'entreprises avaient été contraintes de suspendre leurs activités temporairement. Mais là, six ans plus tard, la catastrophique perte de 129 600 emplois à temps plein lors des 12 derniers mois a de quoi soulever beaucoup d'inquiétude au Québec. À ma connaissance, c'est du jamais vu en période de cycle économique normal. C'est d'autant plus surprenant qu'on observe le phénomène inverse en Ontario.

L'Ontario pete le feu

En effet, pendant la même période allant d'avril 2025 à avril 2026, l'Ontario a créé pour sa part rien de moins que 136 100 emplois à temps plein. Pourtant, s'il y a une province qui est durement touchée par la guerre des tarifs et le protectionnisme à la Donald Trump c'est

bien l'Ontario. Certes, le Québec est grandement touché par l'imposition des lourds tarifs de Trump, notamment sur l'aluminium, l'acier, le bois d'œuvre, etc. Mais de là à voir le Québec perdre près de 130 000 emplois à temps plein alors que l'Ontario en crée plus de 130 000, ça demeure mystérieux ! L'Alberta s'est également distinguée avec l'ajout de 90 900 emplois à temps plein. Même les provinces de l'Atlantique et la Saskatchewan ont réussi à boucler les 12 derniers mois avec des gains, mais très modestes.

Dans tout le Canada, nous sommes les seuls, avec la Colombie-Britannique (- 56 300), à avoir perdu énormément d'emplois à temps plein depuis un an. Le Manitoba affiche des pertes de quelques milliers seulement.

Selon une analyse de l'Institut du Québec, les pertes d'emplois les plus importantes au sein des industries exposées au marché américain et à l'impact des tarifs de Trump ont été enregistrées dans le transport des marchandises, la fabrication de produits

pharmaceutiques, la fabrication de produits en bois, la fabrication de composants électriques, les films et vidéos, la fabrication de produits chimiques, la fabrication de matériel informatique, la fabrication de produits transformés, le transport ferroviaire.

Alors que le secteur privé a enregistré de lourdes pertes d'emplois depuis 1 an, le secteur public, lui, a continué d'embaucher activement.

À la fin avril, le nombre d'employés dans le secteur public québécois s'élevait à 1 138 500, soit 38 700 de plus qu'en avril 2025.

Notre secteur public regroupe les employés à la solde du gouvernement du Québec, les employés du fédéral travaillant au Québec et les employés municipaux. Pendant cette même période des 12 derniers mois, le secteur public de l'Ontario enregistrait une baisse de 40 300 employés. Sans surprise, c'est le Québec qui affiche la plus forte croissance d'effectifs dans le secteur public au Canada !

Agence

EN PLEINE VOLATILITÉ DES MARCHÉS

Le Japon et la Corée du Sud organisent un sommet crucial

Le président sud-coréen Lee Jae Myung et le Premier ministre japonais Sanae Takaichi tiendront un sommet bilatéral très attendu mardi, selon une annonce officielle de la Maison Bleue présidentielle sud-coréenne dimanche. Cette réunion constitue le deuxième volet majeur de la « diplomatie navette » relancée entre les deux dirigeants asiatiques cette année et est perçue par les deux nations comme une occasion décisive d'approfondir activement leur confiance mutuelle. Le sommet se tiendra à Andong, ville natale du président Lee, dans la province de Gyeongsang du Nord, en geste de réciprocité

directe au sommet de janvier organisé dans la ville natale du Premier ministre Takaichi, à Nara, au Japon. Dans une volonté délibérée de renforcer les liens institutionnels, les autorités sud-coréennes entendent accorder à cette visite le plus haut niveau d'hospitalité diplomatique, équivalent à une visite d'État officielle. Le programme complet comprend une conférence de presse conjointe, un dîner bilatéral officiel mettant à l'honneur la cuisine régionale historique, ainsi que des représentations culturelles traditionnelles destinées à mettre en valeur le patrimoine local. Ce sommet intervient à un mo-

ment charnière pour la dynamique commerciale en Asie de l'Est, à la suite d'une réorientation stratégique amorcée depuis l'entrée en fonction de l'administration du président Lee. Tout en gérant des griefs historiques de longue date, les deux dirigeants ont activement maintenu un cadre diplomatique « à double voie » qui sépare la justice historique des impératifs économiques et de sécurité nationale. Depuis leur première rencontre en janvier, Tokyo et Séoul ont privilégié la coopération bilatérale dans les secteurs de haute technologie, en mettant l'accent sur la protection des chaînes d'approvi-

sionnement manufacturières transfrontalières, l'établissement de règles relatives à l'intelligence artificielle et le maintien de réseaux de partage de données radar militaires en temps réel. Selon des responsables du gouvernement japonais, les prochaines discussions porteront principalement sur la stabilisation des relations économiques bilatérales, l'avancement des efforts de dénucléarisation régionale et le renforcement de la transparence des chaînes d'approvisionnement, dans un contexte de turbulences macroéconomiques persistantes au Moyen-Orient.

R. I.

ITALIE

Rome face à la guerre en Iran

Depuis le déclenchement de la guerre entre l'Iran et les États-Unis, l'Italie agit aux côtés de ses partenaires européens, du G7 et des organismes multilatéraux pour favoriser la cessation des hostilités, assurer la réouverture du détroit d'Ormuz et rétablir la stabilité au Moyen-Orient. Dans ce cadre, notre pays a manifesté sa disponibilité à participer, une fois le conflit terminé, à une coalition internationale à caractère défensif pour rétablir la liberté de navigation dans le détroit.

Des experts ont expliqué devant la Commission du Parlement italien, que, le blocage d'Ormuz ne représente

pas une simple crise régionale mais un choc mondial destiné à avoir des répercussions sur la sécurité énergétique, la compétitivité industrielle et les équilibres économiques internationaux. Un risque particulièrement important pour tous les pays de la région, mais aussi pour un pays comme l'Italie, dont les exportations représentent environ 40 % du PIB.

Le détroit d'Ormuz est en effet un point névralgique du commerce international : environ 20 % du pétrole mondial y transite, ainsi qu'un quart des exportations de gaz naturel liquéfié et une part significative des matières premières nécessaires aux

chaînes de production internationales. L'insécurité des routes commerciales et la hausse des prix de l'énergie ont déjà commencé à produire des effets sur les familles et les entreprises européennes.

Malgré le ralentissement du commerce mondial et l'impact des droits de douane, les exportations italiennes ont tout de même progressé de 3,3 % en 2025, confirmant combien la stabilité des routes maritimes est essentielle pour l'économie nationale.

Ce qui préoccupe n'est pas seulement l'impact sur l'industrie nationale. Les conséquences pour les pays les plus fragiles d'Afrique et de la « Méditerranée élargie » suscitent également l'inquiétude. En effet, environ 30 % des exportations mondiales d'engrais transitent par le détroit d'Ormuz, des engrais essentiels à la sécurité alimentaire de nombreuses économies vulnérables.

Le cas du Soudan, où continue de se dérouler l'une des plus graves crises humanitaires au monde, est emblématique. La hausse des prix de l'énergie et des engrais risque de réduire les productions agricoles, d'alimenter l'inflation et d'aggraver l'instabilité, les famines et les flux migratoires vers l'Europe.

Le cas du Soudan, où continue de se dérouler l'une des plus graves crises humanitaires au monde, est emblématique. La hausse des prix de l'énergie et des engrais risque de réduire les productions agricoles, d'alimenter l'inflation et d'aggraver l'instabilité, les famines et les flux migratoires vers l'Europe.

Agence

POUR POUVOIR PRODUIRE 240.000 BARILS PAR JOUR DES 2032

L'Argentine va investir 25 milliards de dollars dans le méga-gisement de Vaca Muerta

La compagnie pétrolière publique argentine YPF a annoncé vendredi son intention d'investir 25 milliards de dollars (environ 21,5 milliards d'euros) sur 15 ans pour creuser 1.152 puits de pétrole, le plus grand projet de ce genre dans l'histoire du pays.

YPF a demandé son adhésion au Régime d'incitation des grands investissements (RIGI), un dispositif mis en place en 2024 par le gouvernement de l'ultralibéral Javier Milei pour offrir des avantages fiscaux, douaniers et cambiaires pendant 30 ans pour les investissements de plus de 200 millions de dollars. Le projet, baptisé LLL Oil, "prévoit le percement de 1.152 puits" dans la région pétrolifère de Vaca Muerta (sud) et une production de 240.000 barils de brut par jour, entièrement destinée à l'exportation, à partir de 2032, a expliqué YPF dans un communiqué.

À cette date, les exportations devaient rapporter au groupe "environ 6 milliards de dollars par an", a-t-il estimé.

L'Argentine est devenue ces dernières années un pays exportateur net de pétrole, principalement grâce au méga-gisement de Vaca Muerta, dans le nord-ouest de la Patagonie, considéré comme la deuxième réserve mondiale de gaz de schiste et la quatrième mondiale pour le pétrole de schiste. L'exploitation de Vaca Muerta a toutefois été freinée par le haut niveau d'investissement nécessaire, en particulier pour la fracturation hydraulique.

Les hydrocarbures représentent désormais 13,5% des exportations argentines, encore loin derrière l'agro-alimentaire (60%).

R. I.

VOITURES ÉLECTRIQUES

Volkswagen en discussion pour céder une de ses usines européennes à son propre partenaire chinois ?

C'est tout un symbole qui se joue actuellement du côté de Volkswagen. Le constructeur européen pourrait en effet bien céder une usine à l'étoile montante chinoise de l'électrique avec laquelle il s'était associé.

Les constructeurs de véhicules électriques chinois semblent aujourd'hui inarrêtables, même avec le protectionnisme que cherche à imposer l'Union européenne. On voit ainsi que la plus grande entreprise chinoise du secteur, BYD, a de grandes ambitions de développement sur le Vieux Continent. Et derrière elle, c'est Xpeng qui pourrait aussi y accélérer.

Xpeng veut racheter une usine de Volkswagen en Europe

En juillet 2023, le géant allemand de l'automobile Volkswagen investissait une enveloppe de 700 millions de dollars pour acquérir 5% dans le capital du constructeur électrique chinois Xpeng. Un peu moins de trois ans plus tard, la relation entre les deux partenaires semble prendre un tour totalement différent.

En effet, Xpeng, qui était soutenu dans son développement par Volkswagen, a dorénavant pour ambition d'acheter une usine de l'Allemand en Europe. « Nous sommes [...] en pourparlers avec [Volkswagen] pour voir s'il serait possible de trouver un site ici, en Europe » a ainsi expliqué au Financial Times Elvis Cheng, directeur général pour l'Europe du Nord-Est chez Xpeng.

**Le constructeur chinois a besoin de nouvelles capacités de production, quand Volkswagen en a trop**

Aujourd'hui, Xpeng produit déjà en Europe grâce à son partenariat avec l'entreprise Magna Steyr, en Autriche. Mais la capacité de production utilisée est arrivée à saturation, et Xpeng a besoin de nouvelles lignes, raison pour laquelle elle pourrait racheter une usine Volkswagen. Mais attention, pas n'importe laquelle.

« Nous pensons que toutes les usines ne sont pas en mesure de répondre aux

exigences de nos produits actuels ou futurs » a indiqué Elvis Cheng. Pour celui-ci, certaines seraient « un peu vieillissantes ». Xpeng est aussi en discussion avec d'autres constructeurs sur le même sujet.

À noter que ce projet arrive au moment où Volkswagen se trouve dans une situation inverse. Là où Xpeng a besoin de nouvelles capacités, le groupe allemand lui cherche à réduire ses capacités en Europe, à cause de la baisse de la demande et d'une concurrence toujours plus forte. L'Histoire est-elle en marche ?

Intel a déjà commencé à produire des puces pour l'iPhone, l'iPad et le Mac

On savait qu'Apple et Intel avaient signé un accord. Ming-Chi Kuo confirme que la production de puces pour iPhone, iPad et Mac a déjà démarré chez le fondeur américain.

Il y a quelques jours, le Wall Street Journal révélait qu'Apple et Intel avaient conclu un accord préliminaire pour la fabrication de puces. Une information que Clubic avait relayée et analysée, en soulignant ce que ce rapprochement pouvait représenter pour les deux entreprises. Mais ce qui relevait encore du projet stratégique vient de franchir un cap décisif. L'analyste Ming-Chi Kuo, qui avait été le premier à évoquer ce partenariat dès l'automne dernier, confirme aujourd'hui que la production a déjà commencé. Apple et Intel ne discutent plus : ils fabriquent.

Des puces iPhone, iPad et Mac déjà en production chez Intel

Apple aurait lancé une production initiale de processeurs d'entrée de gamme pour iPhone, iPad et Mac chez Intel, en utilisant le nœud 18A-P avec un packaging Foveros, la technologie d'empilement



3D avancée du fondeur américain. Le mix de commandes reflète la répartition des ventes en volume d'appareils Apple : environ 80 % des wafers sont destinés à l'iPhone, ce qui correspond à la prédominance du smartphone dans les volumes d'unités écoulées par la firme de Cupertino. La feuille de route dévoilée par l'analyste est précise. Pour 2026, il s'agit de tests à petite échelle. La montée en puissance est prévue pour 2027, avec une croissance

continue en 2028, avant un déclin amorcé en 2029 correspondant au cycle de vie naturel du nœud 18A-P. Apple évaluerait également d'autres technologies de nœuds avancés chez Intel pour la suite.

TSMC reste le partenaire principal d'Apple pour les appareils premium

Il serait prématuré d'y voir une remise en cause de la relation entre Apple et TSMC. Le fondeur taïwanais devrait conserver plus de 90 % de la part

d'approvisionnement d'Apple une fois que la production Intel sera pleinement opérationnelle. Les puces confiées à Intel sont décrites comme des modèles d'entrée de gamme ou de génération précédente, ce qui signifie que les processeurs les plus avancés, ceux qui équiperont les iPhone et Mac haut de gamme, restent l'apanage de TSMC et de son procédé 3 nanomètres.

Ce que ce partenariat change fondamentalement, c'est la position de négociation d'Apple. Avoir un second fondeur actif, même sur des volumes modestes, réduit la dépendance à un acteur unique dont les capacités de production sont sous pression depuis plusieurs trimestres, notamment en raison de l'explosion des commandes liées à l'infrastructure IA.

Pour Intel, décrocher Apple comme client est une validation industrielle majeure pour sa division fonderie, qui cherche à s'imposer face à TSMC et Samsung. Le fait que la production ait déjà commencé, sans attendre d'annonce officielle, dit beaucoup sur l'urgence que les deux entreprises attachent à ce rapprochement.

Découvert il y a quelques jours, un astéroïde va frôler la Terre lundi

Un caillou spatial de 15 à 35 mètres passera à 91 000 km de la Terre lundi 18 mai à 21h23 UTC, soit moins du quart de la distance Terre-Lune. Baptisé 2026 JH2, il a été repéré le 10 mai par le télescope du Mt. Lemmon Survey en Arizona. Aucun risque d'impact.

Huit jours seulement séparent la détection du survol. Le télescope de 1,5 mètre du Mt. Lemmon, en Arizona, l'a accroché à la magnitude 21, une luminosité si faible qu'il fallait au moins ce type d'instrument pour la voir. L'objet portait un nom temporaire, CELU1Q2. Deux jours plus tard, le Steward Observatory, le Farpoint Observatory du Kansas et l'observatoire Magdalena Ridge confirmaient l'orbite.

Le caillou rentre dans la classe Apollo, ces géocroiseurs dont la trajectoire elliptique s'étire de 1,01 UA au plus près du Soleil jusqu'à 3,85 UA, presque jusqu'à Jupiter. Il boucle un tour en 3,7 ans. Sa vitesse lors du passage atteindra 9,17 kilomètres par seconde. Le rocher reste comparable au météore de Tcheliabinsk qui avait explosé en 2013 au-dessus de la Russie, avec ses 20 mètres.

Un détour par la Lune trois heures plus tôt

L'astéroïde croisera d'abord notre satellite. Environ trois heures avant le rendez-vous avec la Terre, 2026 JH2 frôlera la Lune à 423 000 km. Une distance encore confortable, mais qui suffira à infléchir très légèrement la trajectoire par effet gravitationnel. Cette séquence en deux temps intéresse particulièrement les calculateurs d'orbites du Jet Propulsion Laboratory.

Chaque passage rapproché agit comme un test grandeur nature des modèles dynamiques. On observera l'astéroïde avant le survol lunaire, on le ré-observera juste après, et on pourra affiner les paramètres avec la comparaison entre prédiction et réalité pour les rencontres suivantes.

L'heure exacte du passage reste toutefois à confirmer. Avec seulement deux jours d'observations au moment de l'annonce, la fenêtre du plus proche oscillait entre 0,00058 et 0,00064 unité astronomique, soit 87 000 à 96 000 km. L'incertitude sur l'horaire de 21:23 UTC était de plus ou moins six heures, et celle sur la distance plus ou moins 4 500 km. Les mesures complémentaires ont resserré ces marges, mais la traque continuera après le passage. Pourtant, même au pire scénario, le risque de collision reste nul.

Un passage entre les satellites lointains

Lundi soir, 2026 JH2 traversera une zone spatiale très peuplée d'engins humains. L'orbite géostationnaire se situe à 35 786 km de la surface terrestre. Le rocher passera donc à plus de 55 000 km au-dessus de cette ceinture, là où évoluent les satellites de télécommunications et de météorologie. Les sondes scientifiques placées plus loin, comme le télescope TESS de la NASA qui parcourt une orbite très excentrique allant jusqu'à 373 000 km, évoluent dans la même région du ciel. Aucune n'est sur la route de l'astéroïde.

Reste que la géométrie du survol rappelle une réalité concrète qu'entre la Terre et la Lune circulent désormais des dizaines de satellites scientifiques et militaires en orbite haute, et un géocroiseur peut couper ces trajectoires.

Ceci dit, vers 17:00 UTC le 18 mai, l'astéroïde traversera l'équateur céleste à la magnitude 13. Il basculera alors du ciel boréal vers le ciel austral, où il atteindra son pic de luminosité à magnitude 11,5, entre les déclinaisons -30° et -50°. Les amateurs équipés d'un télescope modeste pourront pointer l'objet, à condition de se trouver suffisamment au sud.

Hélas, depuis l'Europe, l'observation directe sera très difficile. Le Virtual Telescope Project, piloté par l'astrophysicien italien Gianluca Masi, prendra le relais avec une retransmission en direct à partir de 19:45 UTC.

Une roche de quelques dizaines de mètres réfléchit très peu de lumière solaire et reste invisible tant qu'elle n'approche pas. On connaît plus de 80 % des géocroiseurs de plus d'un kilomètre, mais seulement quelques pourcents de ceux qui mesurent quelques dizaines de mètres. Mark Burchell, de l'université du Kent, rappelle qu'« [...] ils ne réfléchissent qu'une faible quantité de lumière solaire ». Mark Norris, de l'université du Lancashire, prévient quant à lui que « [c'est] typiquement le genre d'objet capable de détruire une grande ville en cas d'impact ».

Stellantis relance un partenariat chinois que le groupe avait presque laissé mourir

Quelques jours après avoir présenté les partenariats comme un pilier de sa future stratégie, Stellantis en apporte déjà une nouvelle démonstration concrète. Le groupe vient d'annoncer un renforcement majeur de sa coopération historique avec le chinois Dongfeng Motor autour de Peugeot et Jeep en Chine. Cette annonce confirme surtout la nouvelle ligne stratégique portée par Antonio Filosa : après des années de retrait progressif sous l'ère Carlos Tavares, la Chine redevient progressivement un levier stratégique pour Stellantis.

Pour comprendre la nouvelle annonce de Stellantis, il faut remonter un peu dans le temps. Le partenariat entre PSA puis Stellantis et Dongfeng Motor ne date pas d'hier : créé en 1992 autour de la coentreprise DPCA (Dongfeng Peugeot-Citroën Automobile), il avait même pris une dimension stratégique majeure lorsque le groupe chinois était entré au capital de PSA en 2012 pour participer à son sauvetage financier.

Un partenariat progressivement passé au second plan

Pourtant, pendant plusieurs années, Stellantis semblait avoir progressivement accepté de jouer un rôle secondaire en Chine. Le partenariat historique avec Dongfeng, longtemps central pour PSA puis Stellantis, s'était peu à peu marginalisé face à l'effondrement des ventes locales et à la montée en puissance des constructeurs chinois. L'usine de Wuhan tournait très largement en sous-capacité et l'ancien PDG Carlos Tavares assumait lui-même une stratégie beaucoup plus prudente vis-à-vis du marché chinois, préférant privilégier la rentabilité plutôt qu'une coûteuse course aux volumes.

Mais les temps ont changé. Et le ton change aussi très clairement. Stellantis et Dongfeng annoncent ainsi ce 15 mai 2026 un nouvel accord stratégique visant à renforcer leur coopération historique de 34 ans autour de la coentreprise DPCA. L'objectif : produire en Chine de nouveaux modèles Peugeot et Jeep électrifiés destinés aussi bien au marché chinois qu'à l'exportation.

Peugeot et Jeep au cœur du nouveau projet chinois

Le projet prévoit la production à Wuhan, à partir de 2027, de deux nouveaux véhicules électrifiés Peugeot inspirés des derniers concept-cars présentés au salon de Pékin 2026.

En parallèle, deux nouveaux véhicules Jeep électrifiés à vocation mondiale seront également produits sur place. Stellantis évoque cette fois explicitement des modèles destinés aux "marchés globaux", signe que l'usine chinoise retrouve progressivement un rôle stratégique dans l'organisation industrielle du groupe.

Le projet représente plus de 8 milliards de yuans d'investissement, soit environ 1 milliard d'euros, même si la contribution directe de Stellantis reste relativement limitée à environ 130 millions d'euros.

L'annonce confirme aussi discrètement une tendance déjà évoquée ces dernières semaines : chez Stellantis, toutes les marques ne semblent plus bénéfici-



er du même niveau de priorité stratégique. Peugeot et Jeep, déjà citées parmi les enseignes appelées à concentrer une grande partie des investissements du groupe, se retrouvent précisément au cœur de ce nouveau projet chinois.

Antonio Filosa accélère déjà sur les partenariats

Le timing de cette annonce coïncide avec celle faite il y a quelques jours à peine par Antonio Filosa qui expliquait



que les partenariats deviendraient un élément central de la future stratégie du groupe. Depuis son arrivée, le nouveau patron de Stellantis multiplie justement les signaux d'ouverture vis-à-vis des constructeurs chinois. Après l'extension du partenariat avec Leapmotor en Europe, notamment autour de la production locale de véhicules électriques, Dongfeng monte en puissance et devient désormais un deuxième pilier très visible de cette nouvelle approche.

Le changement est important car, pendant longtemps, l'industrie automobile européenne considérait surtout les groupes chinois comme des concurrents menaçants. Stellantis semble désormais adopter une logique beaucoup plus pragmatique : utiliser les capacités industrielles, les technologies électriques et les coûts de développement chinois comme un levier stratégique.

place, toutes les annonces ou rumeurs de ces dernières semaines, au-delà même du marché chinois, on se rend compte que cela fait aussi directement écho aux informations apparues autour de l'avenir industriel européen de Stellantis.

Fin avril, nous évoquions déjà la possibilité de voir certains partenaires chinois utiliser des usines européennes du groupe pour produire leurs propres modèles. Une stratégie déjà amorcée avec Leapmotor, dont certains véhicules seront assemblés dans des sites



Stellantis en Europe. Dongfeng pourrait également faire de même d'autant que son nom avait été évoqué, tout comme d'éventuelles discussions avec Xpeng ou Xiaomi.

À travers Leapmotor, qui ira jusqu'à fournir la base d'un futur SUV Opel, puis Dongfeng, Stellantis semble progressivement transformer la Chine d'ancien problème stratégique en nouvel outil industriel. Une évolution qui contraste fortement avec la doctrine défendue encore récemment sous l'ère



La Chine redevient un outil industriel pour Stellantis

Officiellement, l'accord annoncé concerne surtout Wuhan et la relance de DPCA. Mais en réalité, quand on remet toutes les briques du puzzle en

Carlos Tavares. Une fois de plus, rendez-vous dans quelques jours, le 21 mai 2026 pour le grand oral d'Antonio Filosa, censé dévoiler la nouvelle stratégie de Stellantis devant les investisseurs.

Mots fléchés

Petit vol		Guide un navire		Bouchonna		Prénom féminin		Traitement pour les cheveux		Animaux marins		Amérindiens
Approvisionnement		Oscillé								A moi		Vieillard de la mer
Pieu aiguisé				Manque de bon sens		Qui n'a pas de fin		Piège à alouettes				
Originaires d'une ville des Alpes-Maritimes												
								Disparais				
Ester d'un acide								Crique				Ecope
Dépouiller								Arbre souvent dans nos cimetières				
					Fleuve sibérien		Instinctives					
Avertit	Bois de grume		Atmosphère				Magiciennes					Souvent mal léché
			Aperçu				Règle de dessin					
								Lettres pieuses			Pierre d'achoppement	
											Freintes	
Aucun		Végétal qui pousse sur les troncs d'arbres						Fusionné		Exsudat pathologique		
		Corde pour maintenir des fardeaux								Militaire		
			Opposé à oc				Harpie					
			Métal précieux				Défaut informatique					
Félidés						Béryllium						
Français d'origine étrangère						Baptisée			Lentille bâtarde			Centre
				Ennuyeux								Objet
				Froment								
Dame	Irrégulières		Ni teinture, ni blanchiment						Chiffre			
									Nid d'espions			
			Plante textile				Argon	Hold-up				
			Soupenle									
Roi de tragédie		Germanium			Mettre à sec						Pays européen	Possessif
		Mélodie de chant			Percées							
									Copines			
				Il a eu son âge					Entre-croise des fils			
Chanteuse française (Juliette)						Retire	Va			Célèbre fumeur		
Elle a le quart de l'humanité												
										Champion		Adverbe de négation
										Voile triangulaire		
Conte court					Saisons							
Fer					Soldat américain					Sous-vêtement		
		Riverains d'une mer								Arrêta brusquement		
Robes de femmes indoues						Ecartées de la voie						

Cinq individus arrêtés et plus d'un quintal de kif traité saisi à Sidi Bel-Abbès

Cinq (05) individus ont été arrêtés et plus d'un quintal de Kif traité a été saisi par la Gendarmerie nationale à Sidi Bel-Abbès, tandis que plus de 238.000 comprimés de psychotropes ont été saisis par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire du secteur militaire de Béchar, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).



Lundi 18 mai 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

CONSACRÉE À L'EXAMEN DE PLUSIEURS DOSSIERS Tebboune préside une réunion du Conseil des ministres

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, préside, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des exposés portant sur les secteurs de l'industrie pétrochimique, des mines, des travaux publics et des eaux, ainsi qu'au suivi de l'avancement de l'opération d'importation de moutons, en prévision de l'Aïd El-Adha, indique un communiqué de la présidence de la République.

"Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, préside, en ce moment, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à des exposés portant sur la stratégie nationale de développement de l'industrie pétrochimique pour la production de matières premières, le suivi de l'avancement de l'opération d'importation de moutons, en prévision de l'Aïd El-Adha, ainsi que le suivi de l'état d'avancement des projets de la ligne minière de Bled El Hadba, de l'extension du Port d'Annaba, de la situation de l'Algérienne des eaux (ADE) et de la gestion des eaux", lit-on dans le communiqué.

APS

SANTÉ

Élaboration d'une stratégie nationale de prévention des maladies non transmissibles

Le directeur en charge des maladies non transmissibles à la Direction générale de la prévention et de la promotion de la santé au ministère de la Santé, Tarfani Youcef, a fait état, dimanche à Alger, d'un projet de stratégie nationale de prévention des maladies non transmissibles pour la période 2026-2030 qui devrait entrer en vigueur en septembre prochain.

Lors d'une Journée d'information sur la prévention de l'hypertension artérielle, organisée à l'occasion de la Journée mondiale de cette maladie, M. Tarfani a indiqué qu'une stratégie nationale multisectorielle de prévention des maladies non transmissibles pour la période 2026-2030 est en

cours d'élaboration, précisant qu'elle entrera en vigueur en septembre prochain. Cette stratégie prévoit une série de mesures visant à développer les programmes de prévention et de lutte contre les maladies non transmissibles, notamment l'hypertension artérielle, qualifiée de "tueur silencieux", et le diabète, a-t-il expliqué. Dans le même contexte, le responsable a évoqué le lancement d'une campagne de sensibilisation sur le dépistage précoce de l'hypertension artérielle et du diabète, dans le but de promouvoir la culture du diagnostic et du dépistage précoce de ces maladies.

Cette campagne se poursuivra jusqu'à mercredi prochain afin de

"renforcer la culture du diagnostic et du dépistage précoce de l'hypertension artérielle" et de "sensibiliser à l'importance de la prévention de ses complications". Dans ce cadre, des équipes médicales pluridisciplinaires, en coordination avec une clinique mobile, effectueront des examens et analyses médicales de dépistage de l'hypertension artérielle et du diabète, tout en prodiguant des conseils sur les comportements à adopter, tels qu'une alimentation saine et équilibrée, la réalisation de bilans médicaux périodiques et l'arrêt du tabac, afin de prévenir ces maladies et d'éviter leurs graves complications.

APS

PUBLICITE

تحت رعاية وزير الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
Sous le Patronage du Ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche

المنتدى الجزائري للحليب ومنتجات الألبان
Dairy Algerian Forum
Mardi 19 Mai 2026

Salle de conférences
DAR EL DJAZAIR
Palais des expositions,
Pins Maritimes, Safex

SIPSA
fiplait

www.sipsa-filaha.com

Sponsors: USSEC, SOY, casidar, intex

تحت رعاية ممالحي وزير الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري

منتدى تربية الماشية
FOCUS
Élevage

INNOVATION DANS L'ÉLEVAGE
& LES PRODUCTIONS ANIMALES
Lait • Viandes Rouges • Viandes Blanches

MARDI 19 MAI 2026
Salle de conférence Dar El Djazair
Palais des expositions, Alger

SIPSA
FILAHA
AGROFOOD

www.sipsa-filaha.com

Sponsors: USSEC, SOY, casidar, intex